

Tendance **CLAIRE**

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et RévolutionnairE

1€
2€ soutien

Écologie

capitalisme

révolution



« Routes nationales de France » : vers la privatisation du réseau routier ?



Article paru dans l'Anticapitaliste du 28/06/2018¹

Depuis la loi de décentralisation de 2004 qui transférait la gestion de routes nationales aux départements, et la privatisation des autoroutes en 2005, il ne reste aujourd’hui plus que 12 000 km de routes sous la compétence de l’État. Les infrastructures se dégradent, et on estime aujourd’hui qu’il faudrait investir 4 milliards d’euros en dix ans pour les rénover.

C'est dans ce contexte que le gouvernement réfléchit à la constitution d'un Établissement public industriel et commercial (comme la SNCF...) « Routes nationales de France » qu'il inscrirait dans sa loi d'orientation sur les « mobilités ». L'EPIC regrouperait aussi bien les directions interdépartementales des routes, les services maîtrise d'ouvrage des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)... que les sociétés concessionnaires d'autoroutes comme Vinci.

Casse des statuts et externalisation au programme

En lien avec CAP 2022, il permettrait de sortir 9 000 agents du budget de l’État. Il ne serait plus financé par l’impôt mais par des redevances payées par les automobilistes. Ce serait la masse salariale qui servirait de variable d’ajustement, l’EPIC devant générer 50% de son budget de fonctionnement sur ses fonds propres. Les recrutements se feraient hors statut et des missions pourraient être externalisées.

Il apparaît clairement que ce gouvernement a pour ambition de privatiser à terme ce qu'il reste du réseau routier national. 79,1% de la population se déplace en voiture, parcourant en moyenne 13 000 km par an et par automobiliste. Avec la fermeture des lignes locales de train et le recul plus général des services publics dans les territoires, les populations n'auront pas d'autre choix que prendre davantage encore le volant, ce qui permettra aux grands groupes privés de se constituer des rentes comme pour les autoroutes.

Aberration écologique

La question écologique se pose également. En effet, le transport routier est le mode de transport le plus polluant, sans parler de l'imperméabilisation des sols et de la destruction des écosystèmes dues aux infrastructures. Il faut d'ailleurs noter qu'avec ce projet, les automobilistes paieraient au total plus que les poids lourds, alors que ces derniers polluent plus et dégradent davantage les routes.

Là encore, on peut voir l'hypocrisie d'un gouvernement qui se réclame de l'écologie, du développement durable et qui sacrifie le bien commun aux intérêts des entreprises.

Le NPA refuse cette logique et se bat pour la construction d'un grand service public des transports. Un service public qui permet le désenclavement des territoires, assure la complémentarité entre les différents moyens de transport, l'intermodalité et l'entretien des infrastructures. Cela ne peut passer que par l'expropriation des grands groupes capitalistes, et notamment ici des sociétés concessionnaires d'autoroutes, du BTP, du transport...

Correspondant,
le 2 juillet 2018

1. <https://npa2009.org/actualite/politique/routes-nationales-de-france-vers-la-privatisation-du-reseau-routier>

ÉNERGIES FOSSILES

Gaz de schiste : Une bataille financière mondiale d'ampleur inédite et une nouvelle catastrophe pour l'environnement



Dans quelques décennies, le gaz et le pétrole seront des denrées rares. Sachant que les caprices économiques des capitalistes se conjuguent à une incurable myopie écologique, le gaz de schiste est pour les compagnies pétrolières comme les gouvernements la solution pour nos sociétés énergivores. Le paradoxe est que son exploitation pourrait assurer une indépendance énergétique à la France, mais au prix d'un cuisant désastre environnemental. Ces perspectives suscitent pour les populations riveraines des gisements une grande inquiétude, surtout que la course aux gaz de schistes vient de commencer grâce à la complicité du gouvernement.

Dans la législation française, le sous-sol appartient à l'État et c'est le gouvernement qui attribue son exploitation aux compagnies pétrolières et minières sous la forme d'un titre minier. Avec ce titre, la compagnie peut exploiter le sous-

sol, mais aussi utiliser les terrains de surface même sans l'autorisation du propriétaire. Il n'y a donc aucune limite pour les majors pétrolières d'exploiter et polluer sans vergogne puisque l'État, leur bras juridique et politique, le leur permet. S'il fallait démontrer que l'État est bien l'expression de la classe dominante, le gaz de schiste en serait un bon exemple puisque les institutions politiques garantissent et protègent les intérêts capitalistes.

Le gaz de schiste, c'est quoi ?

C'est du gaz naturel, emprisonné depuis des dizaines de millions d'années dans la roche dite de schiste. Il est qualifié de « non conventionnel » parce qu'au contraire du gaz naturel mieux connu, qu'on trouve dans de vastes réservoirs, celui-ci est coincé dans les interstices de la roche, à des milliers de mètres de profondeur, et éparpillé dans des millions de

petites bulles. Donc très difficile à atteindre. On en trouve à peu près partout. Les réserves mondiales représenteraient quatre fois les ressources de gaz conventionnel. De quoi, si on arrivait à les exploiter, changer la donne de la géopolitique liée aux énergies fossiles. Un enjeu farameux et face auquel le souci

environnemental ne pèse pas lourd. La révélation de tels gisements exploitables représente une manne considérable pour les pétroliers : du gaz dans le sous-sol d'un bout à l'autre de la planète, des milliers de milliards de mètres cubes en Europe, sept fois plus en Amérique du Nord et encore davantage en Asie et en Australie. Alors pourraient s'ouvrir des décennies de gaspillage énergétique sans recours aux énergies alternatives et renouvelables, mais en faisant courir des risques environnementaux incommensurables à la planète.

Pourquoi en parle-t-on soudain autant?

Cet engouement est dû aux nouvelles technologies qui permettent d'aller le récupérer, ce qui n'était pas possible jusqu'alors. Avant, pour les magnats du gaz et du pétrole, la vie était facile : un forage vertical de quelques centaines de mètres jusqu'à une poche, et le gaz remontait tout seul à la surface. Avec l'explosion de la demande, ces gaz dits conventionnels sont de plus en plus difficiles à trouver. Cette raréfaction a poussé les exploitants à creuser toujours plus loin et plus profond... jusqu'à plus de 2000 mètres pour récupérer des micro-poches de gaz emprisonnées dans un mille feuilles de roches de schiste. Ces types de gaz sont dits non conventionnels parce qu'ils ne peuvent pas être exploités avec les modes de production classiques. Leur exploitation est rendue possible grâce à la technique de fracturation hydraulique des roches. Les gaz de schistes étant dispersés dans la roche imperméable, il est nécessaire de forer d'innombrables puits en fracturant la roche. Chaque puits exploitable ne l'est que brièvement, un suivant doit donc être foré quelques centaines de mètres plus loin, et ainsi de suite... À deux ou trois mille mètres de profondeur, la réunion des micro-poches à l'aide d'un explosif détonné pour chacune des brèches occasionne un véritable séisme. La fracturation se fait par un mélange d'eau en grande quantité, de sable et de redoutables produits chimiques propulsés à très haute pression (600 bars), méthode qui génère la remontée du gaz à la surface avec une partie du redoutable liquide de fracturation. Chaque fracturation nécessite quasiment 15 000 mètres cube d'eau (15 millions de litres!), un puits pouvant être fracturé jusqu'à 14 fois.

La multiplication des forages et des réseaux de pipelines affectent gravement les paysages. Il peut y avoir un puits tous les 500 mètres.

Ces nouvelles techniques d'extraction sont-elles fiables?

Certainement pas car la plupart des données proviennent de l'industrie pétrolière et ne peuvent qu'être partielles, ce qui renforce les inquiétudes nées des précédents étatsuniens. Elles viennent de la possibilité que, en fracturant la roche, une partie du gaz et des produits chimiques ne s'échappe pas uniquement par le puits du prospecteur, mais aussi dans le sous-sol, atteignant ainsi les nappes phréatiques. C'est ce qui s'est produit en Pennsylvanie en 2008-2009 : puits contaminés, eau devenue impropre à la consommation en plusieurs endroits. Un puits a même explosé en juin 2009, répandant du gaz et de l'eau contaminée (du carburant diesel, du benzène et des solvants industriels.)

Loin des ambitions affichées par le Grenelle de l'environnement

Depuis le début du printemps, le géant pétrolier français *Total* et le Texan *chuepbach* étaient libres d'explorer 9672 km² dans le Sud de la France. Signés par *Borloo*, trois permis exclusifs de recherche (Montélimar, Nant, Villeneuve de Berg) permettaient à *Total*, *GDF-Suez* et *Schuepbach Energy* d'y creuser pour évaluer la rentabilité d'exploitation des milliards de mètres cubes de gaz qui doivent s'y cacher. Il faut dire que ces nouveaux gisements représentent une manne considérable. Tout cela grâce à la technique révolutionnaire de fracturation hydraulique mise au point par le géant de l'armement texan, *Halliburton*.

Cette technique va à l'encontre des engagements arrêtés par le Ministère de l'Écologie qui pourtant signé l'attribution des permis. Le *Grenelle* doit, par exemple, protéger les sources d'eau potables et les écosystèmes sensibles. Il doit aussi réduire la gestion des émissions de gaz à effet de serre. Il doit enfin préserver les ressources aquifères et donc le choix de la Drôme et de l'Ardèche pour ces exploitations était d'autant plus scandaleux que ces deux départements sont frappés d'une sécheresse endémique : les quantités d'eau à mobiliser sont incompatibles avec ce principe de préservation.

Mais *Total* a tout prévu : en cas de nuisances, la notice d'impact donne aux habitants « *la possibilité d'introduire un dossier auprès du Mécénat Total pour des actions patrimoniales ou culturelles* ». L'honneur est sauf!

Le couloir de la mort

Tel est le nom qui pourrait être donné à la vallée du Rhône puisque, en plus des permis qui ont été attribués aux vampires du pétrole, elle ne recèle pas moins de 5 centrales nucléaires qui font de cette région une Fukushima à la puissance 5. Tous sont des réacteurs à eau pressurisée (REP) sauf ceux de Marcoule qui sont des réacteurs à neutrons rapides (RNR). Une telle prolifération de potentialité mortifère explique que la population est très mobilisée contre bien sûr le gaz de schiste, mais aussi milite pour sortir du nucléaire.

La révolte gronde : NO GAZARAN

Depuis des mois, les opposants aux gaz de schiste réunis en comités et collectifs dans lesquels le NPA prend toute sa part se battent contre ces projets d'exploration de gaz et de pétrole de schiste. Sous la

pression des mobilisations, la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet a annoncé un moratoire. Fillon a déclaré le 13 avril, à l'Assemblée Nationale « *qu'il fallait tout remettre à plat* » et « *annuler les autorisations déjà données* » ; « *il y a des propositions de loi qui ont été déposées en ce sens, c'est la meilleure façon d'aller vite, le gouvernement les soutiendra* ». Fillon a souligné qu'il « *comprenait l'inquiétude "légitime" des Français sur ces projets d'exploration* ». En même temps, a-t-il fait valoir, « *je ne veux pas que nous fermions la porte à toute possibilité d'exploiter avec d'autres techniques demain ces gisements* » qui permettraient demain d'accéder à de nouvelles ressources énergétiques ». L'examen, selon la procédure d'urgence, d'une proposition de loi en ce sens est prévu le 10 mai.

Ces déclarations sont loin de rassurer les populations qui vivent dans ces périmètres. Elles promettent donc de ne désarmer qu'avec un renoncement ferme et définitif à ces hydrocarbures. Les manifestations se multiplient dans toute la France et la mobilisation ne se relâche pas. La première grande manifestation contre les gaz de schiste a eu lieu le 26 février 2011 à Villeneuve de Berg

(Ardèche), rassemblant près de 20 000 manifestants. Le 17 avril, 4 000 personnes ont manifesté à Donzère (Drôme), dont le maire n'est autre que le ministre de l'Énergie, Éric Besson. Après un pique-nique et des prises de parole, les militants se sont rendu à la mairie pour y déposer une motion qui a été glissée sous la porte, Besson étant absent. Les 17 et 18 avril, la mobilisation a rassemblé de près de 50 000 manifestants dans toute la France.

Pas d'écologie sans une société socialiste

Les écologistes, notamment le réseau *Sortir du nucléaire* sont souvent les initiateurs les plus radicaux de ces mobilisations, mais en oubliant que ce sont les ministres Verts de l'écologie qui ont délivré les permis et que des députés écologistes ont freiné pour l'obtention d'un moratoire (les députés européens Bové pour les Cévennes et Rivasí pour la Drôme). Sans en finir avec le capitalisme, la préservation de l'environnement ne pourra pas être assurée, car la logique capitaliste pousse à produire toujours plus pour maximiser le profit. Le productivisme est consubstantiel au capitalisme, et les écologistes pro-capitalistes ne pourront

que panser les plaies de façon provisoire et dérisoire, tout en oeuvrant à légitimer un système mortifère.

Le système capitaliste est un obstacle car son fonctionnement anarchique ne répond en aucun cas aux besoins réels des populations et à la sauvegarde de la planète. Basé essentiellement sur la recherche du profit, sur la guerre économique entre les impérialismes par pétrolières interposées, sur la propriété privée des moyens de production et d'échanges, ce système ne peut conduire qu'à la ruine de l'humanité. Il nous faut démontrer que seul le socialisme représente un projet de société viable pour sauver la planète et l'humanité. Le moteur ne sera plus la recherche du profit, mais la satisfaction des besoins sociaux. Pour l'énergie, la socialisation des grands moyens de production et la planification démocratique de l'économie sous la direction des travailleurs sont les conditions *sine qua non* pour que les questions environnementales occupent une place centrale dans les processus de production et de consommation.

Jean Veymont,
le 2 mai 2011

ÉNERGIES FOSSILES

Marée noire du golfe du Mexique : au-delà des évidences, deux réflexions sur les désastres de l'industrie pétrolière



Le 20 avril 2010, dans les eaux du golfe du Mexique, une explosion accidentelle a détruit la plate-forme de forage *Deep Water Horizon*. La marée noire qui s'en est suivie est d'une énorme importance. Jusqu'au 3 juin, date à laquelle la compagnie pétrolière BP a réussi à stopper partiellement la fuite de pétrole brut, 20 000 à 40 000 barils par jour se sont répandus en mer¹. Il s'agit de la pire catastrophe écologique de l'histoire des États-Unis. Le 14 juin, Barack Obama a comparé cette marée noire à un 11-Septembre écologique.

D'un point de vue communiste révolutionnaire, plusieurs leçons peuvent être tirées de ce désastre. La cupidité des dirigeants, particulièrement révoltante², est évidente. Si la presse bourgeoise se

déchaîne contre les dirigeants de BP, elle n'explique pas que leur comportement est parfaitement rationnel d'un point de vue capitaliste. Comme toutes les entreprises capitalistes, le seul objectif de BP est la maximisation du profit à court terme, quelles qu'en soient les conséquences sur le plan social ou écologique.

Face aux intérêts privés des entreprises comme BP, l'incapacité des États (structurellement au service du système capitaliste) à imposer des conditions d'exploitation correctes de sécurité apparaît au grand jour. Obama, fragilisé pour cette raison, peut bien faire de grandes promesses : il ne peut ni ne veut régler le fond du problème. Par ailleurs, cette marée noire est également l'occasion de

rappeler la corruption de la classe politique institutionnelle, compromise jusqu'au cou par les mille et une affaires de financement par les trusts pétroliers, depuis des dizaines d'années³.

Ceci étant, il nous semble intéressant d'évoquer ici deux questions communément moins discutées. La première est la désinformation concernant le vrai prix du crime permanent perpétré par l'industrie pétrolière. La seconde, la question de fond, concerne la finalité de cette industrie.

Étrangement, lorsqu'il s'agit de pays pauvres, les marées noires sont passées sous silence

De façon générale, le traitement médiatique des questions

1. Selon les estimations parues dans la presse. Le chiffre de 5 000 barils par jour avancé par BP a été qualifié de mensonge (*Le Monde*, 12 juin 2010). L'explosion de la plateforme a causé la mort de 11 ouvriers.

2. « BP, résistant aux pressions politiques, a réaffirmé vendredi son attachement au versement d'un dividende à ses actionnaires en dépit du coût élevé de la marée noire provoquée par l'un de ses puits de pétrole dans le golfe du Mexique. » (Londres, 4 juin, Reuters.)

3. C'est particulièrement vrai aux EU, où le financement par les lobbies est officiel et légal. cf. article « Celui qui est accusé du désastre dans le Golfe du Mexique, British Petroleum, a parrainé Obama », par David Brooks, 12 juin 2010.

écologiques et environnementales est biaisé, incomplet, pourri. Il suffit pour comprendre cette réalité de considérer les raisons idéologiques d'une part, l'intérêt des gouvernements et des propriétaires des médias, d'autre part. Les exemples sont légions. Un des plus connus, en France, est celui du nuage de Tchernobyl qui, en 1986, s'était miraculeusement arrêté à la frontière. Mais si la dénonciation de ce mensonge d'État a pu finalement connaître un certain écho, c'est en bonne partie parce qu'il nous concernait directement. En revanche les scandales environnementaux des lointains pays pauvres restent largement tus.

Ainsi le traitement médiatique des marées noires ne fait-il pas exception. On ne peut que constater l'hypocrisie et la manipulation que constitue le choix de surmédiatiser une région ou un aspect plutôt qu'un autre, au mépris de toute déontologie journalistique. Pour ne prendre qu'un seul exemple, considérons le cas du Nigeria. Ce pays a certes moins de poids que les États-Unis. Mais il est dévasté depuis cinquante ans par les marées noires continues des compagnies pétrolières, Shell en particulier. La description de la réalité de la vie dans le détroit du Niger donne des haut-le-cœur. Les fuites continues de pétrole rendent les terres incultivables, les poissons crèvent, la pêche devient impossible, la puanteur est atroce, les maladies dues à l'inhalation sont légions, l'eau potable vient à man-

quer. Ainsi, John Vidal écrit dans *The Guardian* du 6 juin 2010 : « *Avec 606 champs pétrolières, le delta du Niger fournit 40% du total des importations américaines de brut. C'est la capitale mondiale de la pollution pétrolière. L'espérance de vie dans ses communautés rurales, dont la moitié n'a pas accès à l'eau potable, est tombée à 40 ans à peine depuis deux générations. La population locale maudit le pétrole qui pollue ses terres et trouve incroyables les efforts déployés par BP et les autorités américaines pour colmater la brèche dans le golfe du Mexique et protéger le littoral de la Louisiane contre la pollution. Si la même mésaventure était survenue au Nigeria, ni le gouvernement ni le pétrolier ne s'en seraient beaucoup préoccupés, explique l'écrivain Ben Ikari. Cela a lieu en permanence dans le delta !* »

L'indifférence des compagnies pétrolières de la région aux conséquences de leur activité d'exploitation sur la population est un crime. Un crime qui dure depuis cinquante ans, une des illustrations de l'inégalité des rapports Nord/Sud, et dont les médias se font complices par leur silence. Pour leur défense, les compagnies pétrolières avancent l'existence de réparations financières. Mais les montants sont ridiculement faibles. Ainsi les fonds prévus par l'accord Opol, ratifié en 1974, s'élèveraient actuellement à 120 millions de dollars⁴ – une goutte d'eau par rapport aux profits des compagnies – alors que les dégâts des catastrophes se chiffrent rapidement en

milliards. Et quand bien même ces montants seraient augmentés, ils ne rachèteraient jamais les vies brisées et les ravages écologiques causés. Mais l'idée que tout peut être ramené à une question d'argent est décidément une perversion, typique de l'idéologie capitaliste.

La question de fond : l'industrie pétrolière capitaliste est-elle défendable ?

Dénoncer les conditions actuelles d'extraction du pétrole est nécessaire. Mais ce serait une erreur de s'en tenir à cette question. En effet, l'épuisement progressif des sites conventionnels mène inévitablement à la multiplication des sites dangereux : en mer, dans des zones de forage toujours plus profondes ; sur terre, dans des zones protégées⁵ où les conséquences écologiques – même sans l'hypothèse optimiste d'accidents⁶ – sont désastreuses.

La question de fond essentielle est celle de la remise en cause de l'existence même de l'industrie pétrolière et du mode de vie qu'en-gendre son utilisation capitaliste nécessairement hyper-intensive⁷. Car à quoi sert cet usage capitaliste du pétrole ? À provoquer des millions de cancers des poumons dans les mégapoles ? À permettre à des millions de travailleurs de perdre des millions d'heures dans les embouteillages ? Certes, ces questions se heurtent à la nécessité de réorganiser en profondeur la société...

4. *L'Humanité*, 19 juin 2010.

5. On sait ce que valent les promesses des experts des compagnies jurant leur grands dieux que les mesures de sécurité sont telles que les accidents « ne peuvent pas arriver ». L'histoire est malheureusement riche de lignes Maginot « infranchissables » et de Titanic « insubmersibles ».

6. Question que ne pose par exemple *L'Humanité* du 19/06/2010 : malgré le titre de « une » parfaitement juste (« Pétrole : l'addiction meurtrière »), tout comme le titre page 2 (« Chasse à l'or noir : le fléau des mers »), malgré les articles dénonçant correctement l'industrie du pétrole – avec le mérite de l'objectivité, le cas du Nigeria étant traité –, la question de la remise en cause de la société capitaliste elle-même n'est pas abordée. En revanche, indépendamment des critiques que l'on peut et doit formuler à l'encontre du mouvement des objecteurs de croissance, on peut leur reconnaître le mérite de proposer depuis plusieurs années une réflexion non dénuée d'intérêt sur la révision des besoins dans un perspective d'après-pétrole. Un volet important, notamment, portant sur les politiques alternatives de transports. Cf. par exemple *La Décroissance* n° 30, février 2006, p. 7.

7. Entretien au quotidien américain *Politico*, 14 juin 2010.

Cela tombe bien : nous sommes révolutionnaires !

Entre les morts à l'extraction et les morts à la combustion, il est permis de se demander si le prix à payer pour le pétrole n'est pas un petit peu élevé. Cela nécessite de se libérer des schémas de pensées inculqués par le moloch capitaliste pour penser à un autre type d'industrie, de production et de consommation.

La question clé du pouvoir va se poser. Qui des travailleurs ou des industriels capitalistes vont décider de la limite tolérable des dégâts écologiques de l'exploitation pétrolière ? Qui va l'emporter des peuples des pays pauvres ou des États perpétuant une forme non-avouée de domination coloniale ? Ensuite, l'épuisement du pétrole étant à terme inéluctable, qui va arbitrer entre la nécessaire révision des modes de vie et de consommation et le pari des énergies renouvelables ? Le souci de la collectivité ou la logique du profit ?

De façon transitoire, les questions qui se posent dès aujourd'hui, concernant l'industrie pétrolière comme toutes les autres, sont les suivantes : Qui finance ? Dans quel contexte ? Dans quel but ? Pour quelle utilité sociale ? En ré-

pondant à ces questions, on prend conscience de l'emprise effrayante de la logique capitaliste sur les choix majeurs de société. Pour commencer, parce qu'une démocratie réelle supposerait une information sérieuse sur les enjeux. Or les lobbies de l'énergie possèdent un pouvoir de propagande quasi-orwellien... et également une influence écrasante sur les gouvernements.

Aux États-Unis, Bush avait déclaré le mode de vie des Américains « non négociable » (du moins de la bourgeoisie et des classes moyennes américaines, celles de la voiture reine et du pavillon individuel). À cet égard, Obama marche sur les pas de son prédécesseur. Ainsi lorsqu'il déclare : « *De la même façon que le 11 septembre 2001 a durablement modelé la manière dont nous percevons nos faiblesses et notre politique étrangère, la marée noire va nous pousser à repenser notre politique environnementale et énergétique pour les années à venir (...) il est temps (...) d'opérer la transition d'une économie reposant sur le pétrole vers de nouvelles sources d'énergies* » (8), il ne faut pas s'attendre à ce que les conséquences environnementales potentielles des « nouvelles

sources d'énergie » (notamment le nucléaire) puissent être mises en balance dans le cadre d'un débat collectif informé.

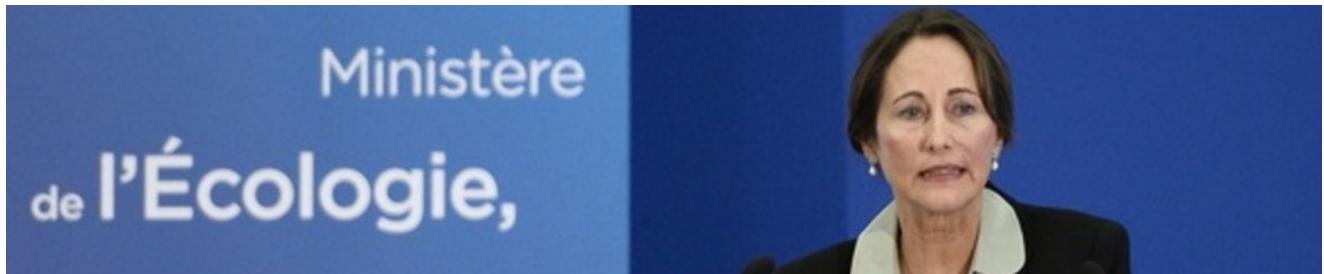
Sur la question énergétique, une position communiste révolutionnaire conséquente ne peut qu'affirmer l'objectif de répartition globale des coûts et des bénéfices à égalité pour toutes les populations du monde. Il reviendra au futur gouvernement des travailleurs de prendre des décisions écologiquement soutenables. Les désastres mortels liés à l'extraction du pétrole et par exemple au stockage des déchets nucléaires doivent être assumés par tous ou par personne. La réalité aujourd'hui est que les pays pauvres sont les poubelles du monde occidental. Une réponse communiste, nécessairement internationaliste, ne peut l'ignorer.

Le problème n'est pas qu'une question de technologie. Pour le pouvoir capitaliste, il est inconcevable de sortir du productivisme, du gaspillage, et de la société consommation ; sa logique capitaliste le lui interdit, il est condamné à la fuite en avant, la terre entière dût-elle être transformée en delta du Niger.

Tristan Yego,
le 30 juin 2010

ÉNERGIES FOSSILES

Volkswagen et les gesticulations de Royal



Après le scandale de la tricherie aux tests de pollution de Volkswagen¹, il faut bien que la ministre de l'écologie réagisse². Ségolène Royal annonce donc un programme de contrôle sur 100 voitures choisies aléatoirement en France, avec des tests qui seront rendus publics, élaborés avec les services de l'Etat et les associations de consommateurs, etc.

Le système de contrôle européen était connu pour être très faible, ces mesures sont donc vraiment le minimum. Mais les constructeurs auront toujours une longueur d'avance! Qui pouvait connaître les arcanes du logiciel de Volkswagen (qui était tout sauf un logiciel libre...)? Un autre capitaliste, Bosch, qui lui a vendu, mais qui « *est tenu à la confidentialité [...] dans le cadre des relations commerciales* ». Plus fort, l'Union européenne et le gouvernement allemand étaient au courant, mais ils ne sont bien sûr pas empressés de faire éclater le scandale qui nuit à un fleuron industriel européen...

Ce genre de scandale finit par éclater, mais le mal -les rejets d'oxydes d'azote- est fait! Sous l'effet du dieselgate, le ministère de l'écologie fera quelques contrôles,

mais gardera globalement sa passivité complaisante. Au-delà du greenwashing et de la communication, la tendance générale est au contraire au relâchement des contrôles. Comme le contrôle technique des voitures qui a été délégué au privé, ou celui des poids lourds qui a été privatisé en 2004. Bilan, le résultat du contrôle dépend du montant que le contrôlé est prêt à payer... Mais cela permet des économies en fonctionnaires à l'État, et cela lui permet de ne plus passer pour responsable.

Mais c'est la logique de contrôle a posteriori elle-même qui est une aberration. On laisse la maîtrise de la production aux grands groupes capitalistes, avec leurs secrets industriels, et leur impératif de profit, et on vérifie à peine, avec un train de retard, ce qu'ils nous mettent sur le marché... Et quand par hasard un scandale éclate, un cartel est découvert, les hauts fonctionnaires font semblant de découvrir le problème, tout en le faisant passer pour un simple écart moral ponctuel.

Les contrôles par l'Etat-capitaliste ne suffiront pas. Il faut exproprier tous les constructeurs automobiles, et décider à la source

de réduire la pollution. Le diesel, qui ne perdure que par un intense lobbying de PSA et Renault, peut et doit être abandonné immédiatement. Les constructeurs font en permanence du chantage à l'emploi, donnant aux ouvrières l'impression que l'écologie les menace. Mais les accords ignobles que des patrons comme ceux de Smart imposent (retour au 39h contre promesse de maintien de l'emploi) montrent que le capitalisme est sans issue. Les travailleur·se·s doivent prendre les manettes pour assurer leur avenir, en termes d'emploi comme de santé.

Mais plus largement, la réduction massive des pics de polluants locaux (comme les oxydes d'azote) et des rejets de gaz à effet de serre ne sera pas atteinte en améliorant les moteurs. Ni avec des bonus aux voitures hybrides / électriques comme en dispense le ministère. Il faut transformer en profondeur la société pour faire de la voiture un mode de transport occasionnel et minoritaire, en développant les transports en commun et en rapprochant les lieux de travail et de vie.

Julien Varlin,
6 octobre 2015

1. <http://www.npa2009.org/idees/das-auto-kapital>
 2. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Segolene-Royal-annonce-3-decisions,44783.html>

NUCLÉAIRE

Interview de Claude, militant historique contre CIGEO à Bure



Du 1^{er} au 10 aout se tenait près de Bure (Meuse) un campement anti-nucléaire, anti-autoritaire et anti-capitaliste contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo. Organisé par un collectif militant de plusieurs dizaine de personnes, le VMC (clin d'oeil à Vladimir Martynenko, le conducteur de déneigeuse russe accusé d'avoir causé la mort accidentelle du PDG de total), ce camp autogéré a vu passer plus d'un millier de personnes en 10 jours. La Tendance Claire y était représentée par une dizaine de ses membres, dont plusieurs locaux investi-e-s depuis des années contre ce projet insensé.

Dans un monde que le capitalisme détruit chaque jour davantage, dans une société rongée par les lois du profit et de la concurrence, tout événement qui défie, même temporairement, la double contrainte capitaliste et institutionnelle est une bouffée d'air bienve-

nue. Se libérer, au moins partiellement, de l'économie de marché par la pratique généralisée du prix libre; s'émanciper de la division capitaliste du travail par une libre répartition des tâches (vaisselle, nettoyage, nourriture, etc.); rencontrer des militant-e-s actif-ve-s dans des cadres variés (écologiques, antiracistes, antisexistes) mais tous situés sans ambiguïté en dehors du cadre politique bourgeois; renforcer un milieu certes diffus mais résolument alternatif (nourriture végane, espace non-mixte...) et qui attire une part grandissante de la jeunesse radicalisée... tout cela donnait à ce camp une atmosphère très enthousiasmante.

La police, présente en nombre deux mois auparavant quand une chaîne humaine de mille manifestant-e-s avait encerclé le site du futur projet, s'est montré pour le coup étonnamment discrète. Quelques contrôles routiers, un hélicoptère survolant épisodique-

ment le camp. De fait, l'ambiance était détendue, avec la présence de plusieurs familles et même un espace enfant. Il semble que l'équipe organisatrice n'ait pas voulu reproduire les erreurs de Sivens, où les zadistes, faute de liens avec la population locale, se sont fait violemment déloger avec le concours actifs d'agriculteurs organisés en milices fascisantes. Cette volonté de ne pas effrayer les riverains, visible dans l'absence de manifestations musclées (quelques actions symboliques) a surtout conduit le VMC à un important travail d'implantation dans les villages alentours et les associations historiques de la lutte contre Cigéo. Cependant, si le camp n'avait officiellement rien à voir avec le lancement d'une zone à défendre sur le modèle de Notre-Dame-des-Landes, le mot ZAD était bien sur toutes les lèvres.

Le caractère éminemment positif de ce camp ne nous fait néan-

moins pas perdre de vue les limites de l'exercice. Moins anticapitaliste qu'a-capitaliste, l'idée que l'on peut sortir du système sans l'affronter, en multipliant les lieux à sa marge, fait l'impasse sur une perspective politique globale capable d'unifier ces différent combats. Surtout, la classe créatrice de toutes les richesses et par là même seule capable de renverser le règne du capital, était la grande absente des débats. Ces derniers, pourtant riches et variés (sur les migrants de Calais, le contre-sommet de la COP 21, le mouvement no-TAV italien, ou encore un atelier féministe spontanément organisé suite à plusieurs propos sexistes tenus sur le camp) peinaient à faire le lien entre la présentation de différentes luttes et un discours contestataire somme toute assez abstrait.

L'influence dans la classe ou-

vrière n'est en effet pas perçue comme un enjeu par la mouvance, essentiellement libertaire et autonome, qui gravite autour des camps autogérés. Sans chercher à passer des ponts avec le mouvement ouvrier (ce qu'elle fait en revanche, avec un certain succès, avec le monde paysan), réduit à ses directions bureaucratiques voir assimilé à une excroissance de la société capitaliste, ces camarades revendiquent fièrement leur refus du travail salarié. Cette position est respectable mais, à notre sens, passe à coté de l'essentiel : du fait même de sa non-implication dans le processus de production, la marginalité ne peut pas prétendre transformer celui-ci. Ainsi, plutôt que de professer une hostilité de principe à l'encontre de tout ce qui participe à la filière nucléaire, nous préférions œuvrer à la convergence des

luttes avec les syndicats du secteur. La tâche est certes rude, mais nous ne pensons pas qu'il existe une issue sans mobilisation des premier-e-s concerné-e-s. Ce débat fraternel, nous désirons continuer à le mener avec nos camarades de la mouvance zadiste, pas dans des discussions hors-sol mais au cours des différentes luttes où nous nous retrouvons. A ce titre, nous ne pouvons que regretter que l'équipe organisatrice ait cru devoir nous demander de replier notre table de presse du fait de notre appartenance au NPA, accusé de « faire le jeu du parlementarisme » en se présentant aux élections. Le sectarisme n'a jamais fait avancer les choses.

Nastrit Daul,

le 27 février 2018

NUCLÉAIRE

Ce que l'expulsion de la ZAD de Bure veut dire



Malgré l'éboulement d'une galerie souterraine profonde de 490 mètres ayant tué un ouvrier au travail¹, l'ANDRA continue de présenter le site comme sûr et idéal

pour en faire une poubelle nucléaire. Le projet Cigéo apparaît donc comme un énième Grand Projet Inutile méprisant pour les habitant.e.s des environs de la zone.

Pratiquant un arrosage important des communes proches par la construction de nouvelles salles des fêtes ou de nouveaux terrains sportifs, l'ANDRA s'est implantée

1. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/meuse/bure/eboulement-bure-un-mort-913493.html>

dans la région avec l'objectif de convaincre par tous les moyens les municipalités et les habitant.e.s de la nécessité de son projet d'enfouissement de 80.000m³ de déchets radioactifs.

Mépris pour les habitant.e.s de ce département parmi les moins densément peuplé du « territoire français » et frappé durement par le chômage (13,91% contre 9,6% au niveau national²). Mépris donc pour ces habitant.e.s de seconde zone aux yeux de l'industrie nucléaire, que l'on peut sacrifier au prix d'un chantier colossal, au prix d'un centre de traitement ultra moderne protégé par des kilomètres de barbelés et des vigiles agissant comme des milices privées, équipés entre autre de gants plombés et de matraques télescopiques.

Mais le mépris ne peut durer qu'un temps. Malgré un réalité sociale particulièrement difficile, les solidarités se sont construites dans les petit.e.s villes et villages : des solidarités de résistance à ce projet nuisible, des solidarités concrètes autour de la Maison de la Résistance qui a permis de créer un espace autogéré « sur zone » où les pratiques et expériences militantes s'échangent au fil des rencontres et des manifestations, des solidarités concrètes et qui se veulent constructives, notamment depuis le premier Camp VMC où, pendant 3 jours, des dizaines d'ateliers, de conférences, d'assemblée générales et de fêtes se sont tenues sous des chapiteaux, alimentés en électricité par des éoliennes et en nourriture par les cantines auto-gérées comme celle de Notre-Dame-Des-Landes. Des moments, des lieux où se croisent des militant.e.s aguerri.e.s et des novices,

des « citoyennistes » et des révolutionnaires, des habitant.e.s et des « touristes ».

Bure est devenue une nouvelle Zone A Défendre, non pas au même titre que les autres, mais plutôt comme une nouvelle proposition, une nouvelle tentative d'arracher à l'État et au lobby du nucléaire un espace de lutte radicale, et aux expérimentations diverses et concrètes. L'occupation du Bois Lejuc depuis 2016 a marqué un tournant dans la lutte contre l'ANDRA et la société Cigéo. Occupier illégalement le terrain constructible, c'est signifier physiquement son refus du projet. Occuper illégalement le terrain, cela veux dire habiter sur place, par toutes saisons, dans des constructions certes précaires, mais surtout ouvertes sur un horizon des possibles.

Cependant, l'occupation illégale est un affront dans le pays des droits de l'homme où la Constitution rappelle que « la propriété est un droit sacré et inviolable ». Dès lors, le propriétaire, en l'occurrence l'État, fait appel à son bras armé. Les Gardes Mobiles, les CRS, la Police Municipale ne cessent de circuler dans la zone, dans les villages alentours, dans les périphéries. Nous l'avons dit plus haut, l'ANDRA avait fait appel à des milices privées, appuyées par la police, pour protéger le bon déroulement du défrichage, illégal, de la forêt en vue des travaux³.

Pourtant, malgré la répression, malgré le fichage des militant.e.s et les arrestations nombreuses, malgré aussi la présence policière quotidienne, le combat s'est étendu, entre le renversement du mur « protégeant » les travaux⁴ durant l'été 2016 et les manifestations dont

certaines ont connu une répression importante⁵.

Aujourd'hui, le gouvernement Macron expulse donc militant.e.s, présent.e.s pour certain.e.s depuis 2016 tout en entrant en force dans la Maison de la Résistance. Un coup de filet en somme, un message adressé à tou.te.s, et particulièrement à celles et ceux qui pensaient l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes comme une victoire totale.

Car si l'abandon du projet d'aéroport est en soit une immense victoire, le gouvernement Macron a prévenu : en mars, il faudra déloger tou.te.s les occupant.e.s installé.e.s illégalement. C'est à dire par la force si ceux/celles-ci n'en prennent pas l'initiative. Dès lors, l'opération menée aujourd'hui à Bure est un avertissement autant qu'une démonstration de force de la part de Macron et son gouvernement pour qui l'abandon de l'aéroport importe autant que l'anéantissement des mouvements contestataires « hors cadre ». Mais la débauche des moyens utilisés aujourd'hui pour déloger quelques dizaines de militants appelle une autre démonstration de force, celle de la mobilisation.

Une mobilisation qui sera forte de la capacité des occupant.e.s expulsé.e.s et des comités de soutien créés tout autour de la zone, dans les villages et dans d'autres régions, à s'organiser politiquement pour faire face à cette machine infernale. Une mobilisation qui sera forte de la détermination du mouvement anti-nucléaire et sa capacité potentiellement largement mobilisatrice.

Une mobilisation qui sera forte de l'engagement et la détermina-

2. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=DEP-55>

3. <https://vmc.camp/2016/07/21/a-mandres-landra-emploie-une-milice-de-mercenaires-armes-avec-la-benediction-de-la-gendarmerie/>

4. <https://reporterre.net/A-Bure-cet-ete-une-importante-victoire-du-mouvement-antinucleaire>

5. http://www.libération.fr/france/2017/08/18/manifestation-a-bure-mon-pied-a-ete-dechiquete_1590628

6. <https://vmc.camp/2016/08/01/landra-est-condamnee-par-le-tgi-de-bar-le-duc/>

tion du NPA et des militant.e.s anti-capitalistes et révolutionnaires qui luttent contre le projet mortifère de l'ANDRA⁶.

Au delà du cas particulier de Bure, nous devons absolument militier pour la sortie du nucléaire, dès maintenant, et imposer le remplacement de l'utilisation de l'énergie

nucléaire par une énergie propre, produite sous contrôle des travailleurs/euses comme le propose le NPA avec son programme de sortie du nucléaire en 10 ans⁷.

Soutien total aux militant.e.s arrêté.e.s, pourchassé.e.s, réprimé.e.s à Bure !

Contre l'ANDRA et son projet

meurtrier d'enfouissement de déchets nucléaires !

Pour la sortie du nucléaire et de toutes les énergies fossiles, pour un anticapitalisme antiproductiviste et écologique !

Tristan Daul,
le 22 février 2018

NUCLÉAIRE

« Plus Bure sera leur chute » : un camp contre la poubelle nucléaire



Du 1^{er} au 10 aout se tenait près de Bure (Meuse) un campement anti-nucléaire, anti-autoritaire et anti-capitaliste contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo. Organisé par un collectif militant de plusieurs dizaine de personnes, le VMC (clin d'oeil à Vladimir Martynenko, le conducteur de déneigeuse russe accusé d'avoir causé la mort accidentelle du PDG de total), ce camp autogéré a vu passer plus d'un millier de personnes en 10 jours. La Tendance Claire y était représentée par une dizaine de ses membres, dont plusieurs locaux investi-e-s depuis des années contre ce projet insensé.

Dans un monde que le capitalisme détruit chaque jour davantage, dans une société rongée par

les lois du profit et de la concurrence, tout événement qui défie, même temporairement, la double contrainte capitaliste et institutionnelle est une bouffée d'air bienvenue. Se libérer, au moins partiellement, de l'économie de marché par la pratique généralisée du prix libre ; s'émanciper de la division capitaliste du travail par une libre répartition des tâches (vaisselle, nettoyage, nourriture, etc.) ; rencontrer des militant-e-s actif-ve-s dans des cadres variés (écologiques, antiracistes, antisexistes) mais tous situés sans ambiguïté en dehors du cadre politique bourgeois ; renforcer un milieu certes diffus mais résolument alternatif (nourriture végane, espace non-mixte...) et qui attire une part grandissante de la jeunesse radicalisée... tout cela donnait à ce camp une atmosphère très enthousiasmante.

La police, présente en nombre deux mois auparavant quand une chaîne humaine de mille manifestant-e-s avait encerclé le site du futur projet, s'est montré pour le coup étonnement discrète. Quelques contrôles routiers, un hélicoptère survolant épisodiquement le camp. De fait, l'ambiance était détendue, avec la présence de

plusieurs familles et même un espace enfant. Il semble que l'équipe organisatrice n'ait pas voulu reproduire les erreurs de Sivens, où les zadistes, faute de liens avec la population locale, se sont fait violemment déloger avec le concours actifs d'agriculteurs organisés en milices fascisantes. Cette volonté de ne pas effrayer les riverains, visible dans l'absence de manifestations musclées (quelques actions symboliques) a surtout conduit le VMC à un important travail d'implantation dans les villages alentours et les associations historiques de la lutte contre Cigéo. Cependant, si le camp n'avait officiellement rien à voir avec le lancement d'une zone à défendre sur le modèle de Notre-Dame-des-Landes, le mot ZAD était bien sur toutes les lèvres.

Le caractère éminemment positif de ce camp ne nous fait néanmoins pas perdre de vue les limites de l'exercice. Moins anticapitaliste qu'a-capitaliste, l'idée que l'on peut sortir du système sans l'affronter, en multipliant les lieux à sa marge, fait l'impasse sur une perspective politique globale capable d'unifier ces différents combats. Surtout, la classe créatrice de toutes les ri-

7. <https://npa2009.org/agir/écologie/sortir-du-nucléaire-en-moins-de-10-ans>

chesses et par là même seule capable de renverser le règne du capital, était la grande absente des débats. Ces derniers, pourtant riches et variés (sur les migrants de Calais, le contre-sommet de la COP 21, le mouvement no-TAV italien, ou encore un atelier féministe spontanément organisé suite à plusieurs propos sexistes tenus sur le camp) peinaient à faire le lien entre la présentation de différentes luttes et un discours contestataire somme toute assez abstrait.

L'influence dans la classe ouvrière n'est en effet pas perçue comme un enjeu par la mouvance, essentiellement libertaire et autonome, qui gravite autour des camps autogérés. Sans chercher à passer des ponts avec le mouvement ou-

vrier (ce qu'elle fait en revanche, avec un certain succès, avec le monde paysan), réduit à ses directions bureaucratiques voir assimilé à une excroissance de la société capitaliste, ces camarades revendiquent fièrement leur refus du travail salarié. Cette position est respectable mais, à notre sens, passe à coté de l'essentiel : du fait même de sa non-implication dans le processus de production, la marginalité ne peut pas prétendre transformer celui-ci. Ainsi, plutôt que de professer une hostilité de principe à l'encontre de tout ce qui participe à la filière nucléaire, nous préférerons œuvrer à la convergence des luttes avec les syndicats du secteur. La tâche est certes rude, mais nous ne pensons pas qu'il existe une is-

sue sans mobilisation des premier-e-s concerné-e-s. Ce débat fraternel, nous désirons continuer à le mener avec nos camarades de la mouvance zadiste, pas dans des discussions hors-sol mais au cours des différentes luttes où nous nous retrouvons. A ce titre, nous ne pouvons que regretter que l'équipe organisatrice ait cru devoir nous demander de replier notre table de presse du fait de notre appartenance au NPA, accusé de « faire le jeu du parlementarisme » en se présentant aux élections. Le sectarisme n'a jamais fait avancer les choses.

Tendance CLAIRE,

le 17 août 2015

NUCLÉAIRE

La leçon de Fukushima : sortir du nucléaire et du capitalisme



Trois mois après la série d'explosions à la centrale nucléaire de Fukushima, alors qu'une catastrophe de plus grande ampleur n'est pas écartée, l'idée qu'il faut sortir du nucléaire progresse au Japon. La

responsabilité de la multinationale TEPCO et de l'État, obéissant à la logique capitaliste, est mise en lumière. En France, le rôle clé du nucléaire rend plus clairement nécessaire, pour en sortir rapidement,

avant qu'il ne soit trop tard, de renverser le capitalisme.

La catastrophe de Fukushima

Depuis deux mois, la compagnie électrique japonaise TEPCO (Tokyo Electric Power), qui exploite le site nucléaire de Fukushima Daiichi, où se sont produites les explosions de plusieurs réacteurs, tente de minimiser les conséquences de cet accident nucléaire à répétition. Elle a d'abord profité de l'émotion et du chaos provoqués par le violent séisme du 11 mars et le tsunami qui a suivi, et reste avare d'informations sur la situation réelle autour des réacteurs endommagés.

Cette compagnie privée possède la dizaine de réacteurs des deux sites de Fukushima, qui alimentent Tokyo et sa région en électricité, et a pu faire d'énormes profits pendant des décennies grâce au soutien de l'État : gouvernements et campagnes pronucléaires, Agence Japonaise de Sûreté Nucléaire accommodante, développement capitaliste énergivore... au point de devenir la première entreprise de production d'électricité au monde.

Si elle n'est pas la seule à produire de l'électricité au Japon, dans des conditions peu respectueuses de l'environnement bien dissimulées, sa soif de profits est telle que son nom est apparu à plusieurs reprises dans des scandales, pour non-respect de la sécurité de ses travailleurs et des populations vivant aux alentours de ses centrales

Épinglée en 2002 pour falsification de documents (Tepco avait cherché à masquer des incidents intervenus dans ses centrales), elle avait aussi été dénoncée par la presse et des spécialistes du nucléaire après l'accident survenu en 2007, suite à un séisme, dans une autre de ses centrales, dans la région de Niigata. En vain...

Seul le réacteur n° 3 de Fukushima 1 (34 ans) avait subi une rénovation, avec la fourniture par AREVA, en août 2010, de MOX (mixed oxydes). Ce combustible dont les nucléophiles français sont si fiers, mélange de plutonium traité et d'uranium, a un point de fusion plus bas que les combustibles dits « classiques » et l'échauffement dû à sa radioactivité est plus difficile à réduire, si bien qu'il pourrait, selon les spécialistes, provoquer une réaction nucléaire en chaîne totalement incontrôlable, et donc une catastrophe environnementale planétaire inégalée.

Si le pire a jusqu'à maintenant été évité, les explosions et incendies qui se sont succédés sur différents réacteurs à la mi-mars, les moyens dérisoires et inefficaces mis en oeuvre par les autorités japonaises face à l'incurie de TEPCO (canon à eau de la police puis hélicoptères militaires), les fuites et rejets massifs d'eau contaminée depuis début avril, la crainte d'un effondrement des cuves, tout concourt à démontrer le manque de maîtrise de la production de ce type d'énergie et les failles dans la gestion des risques, pourtant prévisibles dans cette région à grande activité sismique. L'absence de moyens pour refroidir les combustibles est d'autant plus choquante qu'ils sont nécessaires dans des conditions d'exploitation normales, pour éviter que les nombreux incidents qui surviennent dans les centrales ne deviennent des accidents graves.

La leçon de Fukushima : remise en cause du nucléaire

La responsabilité de TEPCO est patente mais aussi celle de l'État. Les Japonais se réveillent, amers, après des décennies de sommeil ponctuées de discours mensongers de TEPCO et de ses complices représentants de l'état capitaliste, fal-

sification de la réalité qui perdure mais transparaît plus facilement dans le contexte actuel. Beaucoup dénoncent TEPCO et le gouvernement.

Certains manifestent : de quelques dizaines à Tokyo et Nagoya le 27 mars, ils sont passés le 7 mai à quelques milliers de personnes - étudiants, syndicalistes et familles - qui ont défilé dans les rues de Tokyo pour demander la fermeture des centrales nucléaires.

Si ces manifestations, qui ne sont pas ancrées dans la tradition ouvrière comme en France, restent modestes, les Japonais sont finalement nombreux, selon les sondages, à remettre en cause non seulement les discours rassurants sur la situation présente, mais aussi, du coup, ceux du passé, léniants, sur cette source d'énergie : soi-disant sécurité nucléaire nationale, capacité à trouver des solutions à long terme grâce à un énorme centre international de recherche nucléaire, compétitivité économique accrue, etc.

Beaucoup découvrent que la production d'énergie électrique nucléaire est, et de loin, plus nocive que celle de toutes les autres énergies. Certes, sa production ne provoque pas forcément, au quotidien, plus de nuisances pour l'environnement et de maladies chez l'homme que d'autres sources d'énergie, et en tout cas moins que la production d'électricité à partir de charbon.

Mais il est clair, même pour ceux qui n'avaient pas retenu la leçon de Tchernobyl, que :

– L'énergie nucléaire est susceptible d'hypothéquer violemment et durablement le devenir du vivant dans une zone plus ou moins étendue, aujourd'hui 20 km autour de Fukushima, mais ce pourrait être demain un pays, une partie d'un continent.

– L'énergie nucléaire produit des

déchets à plus ou moins longue vie, dont certains extrêmement toxiques, comme ceux retrouvés depuis début avril dans l'océan Pacifique, et dont l'accumulation ou la dissémination dans diverses parties du globe représente une menace durable, pour les générations futures et le vivant en général. Les nucléocrates font miroiter des avancées technologiques qui résoudraient le problème, mais les résultats jusqu'à aujourd'hui sont désastreux (ex. du MOX ci-dessus), et pour l'avenir les certitudes relèvent de la foi, non de la science. La recherche intensive, même dans un autre type de société, ne provoquera pas forcément de miracle.

— L'énergie nucléaire n'est pas un gage d'indépendance énergétique du pays mais un fardeau économique pour l'ensemble de la population, du fait des déchets (lieux de stockage, centrales fermées, etc.), du coût de démantèlement des centrales une fois celles-ci arrivées en fin de vie, etc., autant d'éléments qui ne sont pas pris en compte dans le prix réel de l'électricité produite par les centrales nucléaires, quand on nous dit qu'il est inférieur à celui de autres énergies. Et cela devient véritablement exorbitant en cas d'accident nucléaire grave comme à Fukushima.

En effet, au Japon, l'aspect économique de la barbarie nucléaire passe aujourd'hui sur le devant de la scène, alors que l'on commémore la catastrophe de Tchernobyl et que l'on s'interroge sur le financement du second sarcophage du monstre engendré par un Etat dit « communiste », rentré dans une compétition folle avec les pays capitalistes, et qui avait depuis longtemps trahi les travailleurs.

Le gouvernement japonais a annoncé le 13 mai le financement par l'État de l'indemnisation des victimes de Fukushima. La couverture de la multinationale japonaise par son assurance était dérisoire par rapport aux coûts d'une telle catastrophe (c'est le cas pour toutes les entreprises productrices d'énergie nucléaire). Les indemnisations, prévues par TEPCO et les banques, sont tout à fait aléatoires. Ceux-ci accusent en effet l'État japonais d'avoir fait la promotion du nucléaire... et lui demandent d'assumer sa responsabilité ...

Le cynisme de TEPCO à l'encontre des populations et des travailleurs qui interviennent dans les centrales, et maintenant à propos du financement des indemnisations, commence à susciter la colère des Japonais et à leur ouvrir les yeux sur la responsabilité du capitalisme dans la barbarie du nucléaire civil (pour le nucléaire militaire, les Japonais n'ont plus de doute depuis longtemps, après Hiroshima et Nagasaki...).

L'État qui, via la Banque du Japon, a injecté dès la mi-mars des milliers de milliards de yens (des dizaines de milliards d'euros) pour soutenir les capitalistes, après la chute de la Bourse de Tokyo, continue par ailleurs de financer les pertes des industriels nationaux dues à la chute de la production : impossibilité de produire par manque de matières premières, d'énergie, de débouchés pour cause de contamination...

L'État japonais finance et mutualise les pertes des capitalistes, qui ont fait des profits et se préparent à en faire de nouveaux... tandis que les travailleurs paient les pots cassés : impôts, énergie chère, atteintes multiples à leur santé, (contamination aérienne, par ingestion d'eau et d'aliments...), difficultés de la vie quotidienne, chômage technique, ...

La solution que les travailleurs japonais doivent imposer est une sortie du nucléaire (14% de la consommation énergétique du pays), avec nationalisation de la production d'énergie sous contrôle des travailleurs, dont l'expropriation immédiate de l'empire TEPCO pour indemniser les victimes et financer les très coûteuses opérations pour stopper la contamination toujours en cours à partir de la centrale de Fukushima.

Cette mesure, qui remet en cause la logique même du capitalisme, devra, pour être durable, déboucher sur le renversement du système dans son entier.



Sortir du nucléaire, en France aussi

Ce qui est vrai pour le Japon, 3ème producteur d'énergie nucléaire au monde, l'est aussi pour de nombreux pays capitalistes dotés de centrales nucléaires, donc bien sûr aussi pour les États-Unis, n°1 mondial, mais plus encore pour la France, n°2 et pays proportionnellement le plus nucléarisé au monde.

En effet, la France est le pays qui possède le plus fort taux de réacteurs nucléaires par rapport à sa population : 58 réacteurs répartis dans 19 centrales nucléaires pour une soixantaine de millions d'habitants. Mais derrière ces chiffres se cache une réalité bien plus grave encore.

Les défenseurs du nucléaire repoussent l'exigence d'une sortie rapide du nucléaire en prétendant

que ce serait impossible sans retourner à l'époque de la bougie. C'est de la poudre aux yeux. D'une part, cela repose sur la négation du potentiel considérable des énergies renouvelables, comme les éoliennes sur terre et sur mer, les panneaux solaires intégrés dans toute nouvelle construction, l'énergie de la mer et la cogénération, entre autres. Ce potentiel est encore largement inconnu : il a été très peu investi dans la recherche en ce domaine, car elle n'est pas assez rentable pour le capital à ce stade. D'autre part, l'arrêt des centrales nucléaires abaisserait la consommation d'énergie, les habitats peuvent être construits selon des normes permettant d'économiser du chauffage, la modification de l'éclairage public et domestique permettrait aussi de moins consommer, etc. Selon le réseau Sortir du nucléaire, il est possible, en l'état actuel des connaissances scientifiques, de sortir du nucléaire en dix ans.

Un autre argument avancé par les pro-nucléaires en France, c'est que le nucléaire français serait, par une magique « exception française », sûr. Ils disent notamment que les risques sismiques sont moindres risques dans l'hexagone et que les réacteurs à eau bouillante au Japon et réacteurs à eau pressurisée, REP, en France, seraient plus sûrs.

Or Le parc nucléaire français est vieillissant, les petits accidents se multiplient, les déchets s'entassent au centre de retraitement de La Hague et les projets de nouvelles centrales s'avèrent inexploitables tant du point de vue technique que financier (c'est certainement le cas du surgénérateur Superphénix, même si la dimension politique, mobilisations anti-nucléaires, a joué un rôle important dans son abandon). Les risques sismiques en France sont certes

moindres, mais les centrales sont aussi moins bien conçues pour y résister. Selon la logique capitaliste, en France comme au Japon, il y a des investissements seulement pour parer à des incidents probables, mais pas à des accidents, par définition exceptionnels.

En outre, EDF, devenue source d'énormes profits, a été transformée en vue de sa privatisation (statuts et économies). Le recours à des sous-traitants s'est intensifié. Leurs travailleurs sont moins bien payés, moins bien formés, obligés de travailler dans de mauvaises conditions, au détriment de leur santé, qui n'est pas suivie par les médecins comme celle des agents titulaires, ... et au détriment de la sécurité, bien évidemment. Les accidents, certes peu graves, sont extrêmement fréquents, alors que certaines centrales sont vieillissantes et de plus en plus dangereuses. Les déchets s'accumulent. Ils sont stockés et voyagent dans des conditions dangereuses, sont disséminés dans les sols et les océans.

En fait, derrière tout ce discours pseudo-scientifique, il y a les intérêts du capitalisme français. Le développement d'un nucléaire civil étatisé a été la continuation de la production de nucléaire militaire pour la France, contribuant à son poids comme puissance impérialiste, même de seconde zone. Dans cette logique, la France a développé un parc nucléaire très important, au nom de l'indépendance énergétique nationale, après la crise pétrolière de 1974. Elle a remplacé en partie l'énergie fossile, le fuel, et l'électricité de ses centrales thermiques au charbon, par de l'énergie nucléaire, pour le chauffage notamment. La chasse au gaspillage de l'après-choc pétrolier a alors laissé place à une incitation à la consommation d'électricité, comme au Japon, et ce d'autant plus aisément que la compagnie d'électricité na-

tionale, EDF, sous le giron de l'État capitaliste depuis sa création en 1946, bénéficiait de la télévision publique pour assurer sa publicité. La plupart des centrales, construites dans les années 80, étaient amorties au tournant du XXI^e siècle. Pourtant, cela n'a pas conduit à des investissements massifs dans la recherche sur le retraitement des déchets, la sécurité nucléaire et la radioprotection, l'entretien des centrales nucléaires et la préparation de leur démantèlement. Les grands trusts de l'énergie, public et/ou privé, Areva et EDF, n'y avaient pas intérêt. En effet, le renouvellement des centrales en France est à la fois un marché important et un point d'appui pour la compétition sur le marché mondial à un moment où la raréfaction des énergies fossiles peut pousser des pays à opter pour la fausse solution du nucléaire.

Mais nous n'avons rien à faire des profits d'EDF et d'Areva. Nous partons des besoins des travailleurs et de la nécessité de protéger leur vie et leur santé. C'est pourquoi, face à cette situation et après la catastrophe de Fukushima, qui confirment les craintes des plus pessimistes d'entre nous, il est urgent de se prononcer pour la sortie du nucléaire. Nous exigeons :

- La fermeture immédiate des centrales nucléaires les plus dangereuses, à commencer par Fessenheim, qui est à la fois la plus ancienne et située dans une zone sismique ;
- La titularisation de tous les personnels travaillant dans les centrales et de bonnes conditions de travail ;
- La renationalisation totale d'EDF et d'AREVA, sous contrôle ouvrier ;
- Le développement de la recherche sur le retraitement des déchets et la sécurisation de leur

stockage : ni largage en mer, ni transports et exportations de ce poison dans des pays dominés ;

— La préparation de la sortie rapide, totale, du nucléaire, avec investissements massifs dans la recherche-développement sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

En effet, nous ne croyons pas, contrairement à certains autres anticapitalistes, qu'il y ait un bon nucléaire, sûr, qui apparaîtra forcément dans une société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

Mais il est aussi clair pour nous que, afin de résoudre le problème du nucléaire de façon durable, il ne peut être question de faire seulement, sous la pression de partis réformistes écologistes, des moratoires ou arrêt momentanés de construction de nouvelles centrales (comme en Italie ou en Suède, par exemple), ni même de simples incursions dans la propriété privée, avec la (re)nationalisation de certains pans de la production énergétique. En effet, dans ce domaine comme dans d'autres, les capitalistes apprécieraient certainement de se voir délestés de secteurs non lucratifs et même déficitaires, telles les centrales nucléaires les plus dangereuses comme Fukushima, pour garder ce qui leur procure des profits. La nécessité pour le capitalisme de créer sans arrêt de nouveaux marchés afin de maintenir ses profits, qui se font en surexploitant les travailleurs, en pillant les richesses naturelles et en saccageant de façon effrénée l'environnement, rend illusoire sa transformation pour répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité.

L'industrie nucléaire, cœur du capitalisme français

Le capitalisme français dépend plus que celui d'autres pays, y compris les États-Unis, de son industrie nucléaire, puisque AREVA, société anonyme détenue essentiellement par le Commissariat à l'Énergie Atomique et l'État, est le n°1 mondial du nucléaire. Exploitation des mines d'uranium du Niger, transport et retraitement de déchets, exploitation des centrales, construction de réacteurs, surtout à l'étranger, comme en Inde et en Chine dernièrement, AREVA, avec toutes ces activités mortifères, est le fer de lance de l'impérialisme français. Elle agit dans un groupement d'intérêts avec EDF. Les volumes financiers mis en jeux sont colossaux : le chiffre d'affaire du groupe était par exemple de 9,1 milliards en 2010¹.

Pas étonnant alors que les gouvernements aux bottes des grands groupes fassent des pieds et des mains pour défendre les intérêts d'Areva, n'hésitant pas à utiliser des moyens considérables pour faire fonctionner le réseau diplomatiques dans les 43 pays où Areva possède des intérêts ou encore à envoyer le VRP en chef pour vendre des EPR à la Chine, à l'Inde ou hier encore à la Libye de Kadhafi ! Le gouvernement français n'hésite pas non plus à déployer des forces armées pour faciliter l'exploitation des mines d'uranium au Niger². Il fait ainsi la démonstration de l'hypocrisie de son discours de rupture avec la « FranceAfrique » et bafoue bien plus que sa parole : il dépossède les prolétaires Nigériens d'une partie de leur richesse et de leur capacité à organiser de manière indépendante

le fonctionnement économique et politique de leur pays.

Toujours concernant la dépendance du capitalisme français à l'industrie nucléaire, il faut évoquer les « bénéfices » engrangés par la privatisation des services intervenant de manière plus ou moins directe dans le secteur du nucléaire militaire. Les travailleurs français ne seront donc par exemple pas les seuls à payer pour les 5 milliards d'euros qu'a coûté le développement du missile nucléaire français dernier cri... Ils paieront par contre peut-être de leur santé la fabrication de ses missiles mais nous ne pouvons pas faire confiance à la Grande Muette pour communiquer là-dessus : « secret-défense », dira-t-elle...

La révolution énergétique passe par une révolution sociale !

Si une stratégie de sortie du nucléaire est envisageable sans renoncer à des capacités de production permettant de satisfaire les besoins de tous³, elle ne pourra se concrétiser que si nous supprimons le pouvoir de la bourgeoisie tirant bénéfice du nucléaire et des autres secteurs de l'économie. Par exemple, tant qu'il y aura possibilité de faire des profits en vendant de l'énergie, nous pouvons faire confiance aux bénéficiaires pour ne pas faire de chasse au gaspillage. Par exemple, les actionnaires d'EDF n'ont pas intérêts dans une certaine mesure à ce que les pertes en ligne diminuent puisque cette perte énergétique est facturée au client. Si nous voulons l'efficacité énergétique, la propriété des producteurs d'énergie doit être collective. Cette lo

1. <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2011/03/03/97002-20110303FILWWW00647-areva-benefice-2010-en-hausse-de-60.php>
 2. <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/niger/article/niger-difficile-d-accepter-la>
 3. Voir l'étude du Réseau Sortir du Nucléaire : <http://www.sortirdunucleaire.org/index.php?menu=sinformer&sousmenu=themas&soussousmenu=solutions&page=1>

gique vaut également pour le secteur de l'habitat dont les normes de construction en termes d'isolation thermique et donc de consommation énergétique ne seront pas déconnectées de la notion de rentabilité financière relative aux intérêts des patrons et actionnaires. En poussant le raisonnement plus loin, sortir du nucléaire appelle aussi à transférer la propriété des banques de quelques individus à tous puisque les investissements nécessaires aux modifications précitées et d'autres comme la production d'appareils ménagers dont l'obsolescence est aujourd'hui programmée ne seront pas forcément rentables à court terme.

Ce dont il faut enfin parler pour parvenir à de tels changements,

c'est des forces et de la forme de l'organisation susceptible de les mettre en œuvre. Pour des changements radicaux et pérennes, il faudra s'appuyer sur les luttes de la population, mais ne pas se limiter à des actions de pression sur les propriétaires des moyens de production et l'État. Les mobilisations et la catastrophe de Fukushima n'ont par exemple pas décidé les acteurs du G8 à planifier une sortie du nucléaire, tout juste à faire des déclarations sur le renforcement de la sécurité des centrales nucléaires, comme Sarkozy lors d'une conférence de presse. De plus, nationaliser certains secteurs de production tout en laissant la possibilité à la bourgeoisie de se « refaire » plus tard ou en profitant de son argent

pour corrompre les acteurs des secteurs nationalisés ou de l'État chapeautant le fonctionnement de ces secteurs, se retournerait tôt ou tard sur les travailleurs comme l'ont montré les nationalisations françaises dans les années 80.

Le rôle du NPA quant à la sortie du nucléaire implique de travailler sur deux plans : montrer que la révolution énergétique est possible, œuvrer à la révolution sociale en impulsant l'auto-organisation des luttes et la mise en place d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, qui décidera en fonction de leurs besoins et non des intérêts d'une petite minorité de capitalistes.

Véronique Rouvière,
le 11 juin 2011

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Notre-Dames-des-Landes : faire reculer le gouvernement, le patronat et le productivisme



L'article ci-dessous a été écrit dans une période où l'avenir du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes était incertain. Après plus de 50 ans de lutte contre ce grand projet inutile, l'aéroport a été finalement enterré, en janvier 2018. C'est une

des rares victoires d'ampleur nationale arrachées par la lutte ces dernières années, et les camarades du NPA y ont joué un rôle, aux côtés de nombreux militant·e·s souvent jeunes, et de nombreux·ses riverain·e·s et agriculteur·trice·s.

Un consensus de toutes les forces bourgeoises

L'idée d'un grand aéroport aux alentours de Nantes remonte au début des années 60. Pour le pouvoir

gaulliste, il s'agit d'ouvrir la région aux vols long-courrier, notamment au Concorde, ainsi qu'au fret international. Le site de Notre-Dame-des-Landes, à vingt kilomètres au nord-ouest de Nantes, est choisi en 1968, et en 1974 une Zone d'Aménagement Différée¹ (ZAD) de 1200 hectares y est créée.

Une première contestation apparaît alors avec l'Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport (ADECA), qui rassemble plusieurs centaines d'agriculteurs locaux. Sa mobilisation, conjuguée à la crise pétrolière des années 70, enterre provisoirement le projet.

Il est relancé en 2000 par le gouvernement de la Gauche Plurielle. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes et baron du PS tient à ce projet de prestige. Le vieux fond productiviste du PCF apporte son soutien au projet et Dominique Voynet, ministre de l'Environnement et principale figure du parti Les Verts, n'est pas en reste. Le 30 octobre 2000, elle déclare à l'Assemblée Nationale : « *nous avons un effort particulier à réaliser en faveur du rééquilibrage de la localisation des équipements vers l'ouest de notre pays. C'est pourquoi il a semblé nécessaire, compte tenu des nuisances qui pesaient sur les habitants de Nantes, de déplacer l'aéroport actuel sur le nouveau site de Notre-Dame-des-Landes* »².

Le projet d'étude est finalisé en 2007, et reconnu d'utilité publique dans la foulée (quelques mois après que le « Grenelle de l'environnement » ait annoncé le gel de toute nouvelle construction

d'aéroport, mais il s'agit officiellement d'un simple « transfert »...). Pour le mettre en œuvre, un partenariat public/privé est élaboré sur appel d'offre : la construction et la gestion du futur aéroport sont confiées à la société Aéroports du Grand Ouest, détenue à 85% par le géant du BTP Vinci (et qui gère déjà l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique ainsi que celui de Saint-Nazaire).

Une contestation hétéroclite qui se radicalise

La relance du projet entraîne celle de son opposition, très diverse :

– L'ADECA, réactivée en 2000, se voit attribuer un traitement de faveur autant pour des raisons historiques que pour institutionnaliser l'opposition. Elle est ainsi la seule association pouvant participer aux débats du syndicat mixte d'études au cours des années 2000 (encore que cette faveur ne vaille que pour les questions agricoles ; elle n'est pas reconnu compétente sur les autres aspects). Malgré des coups d'éclat symboliques (ex :manifestations rassemblant des centaines de tracteurs) l'association ne cherche pas véritablement à communiquer au delà du monde agricole et son discours reste très corporatiste.

– L'ACIPA (Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport), crée en 2000,

se veut le pendant généraliste de l'ADECA. Très dynamique, elle parraine la constitution de comités de soutiens dans toute la France et coordonne les grandes manifestations organisées périodiquement sur la ZAD (chaîne humaine, festivals). Malgré un discours légaliste lénifiant, elle offre un réel espace alternatif et militant, un peu à l'image de ce que furent les écologistes des années 70.

– En Loire-Atlantique, une Coordination contre le projet d'aéroport rassemble une cinquantaine d'organisations. Parmi les plus actives on compte le NPA, le PG, les membre du « troisième pôle » du Front de Gauche, Solidaires, la Confédération Paysanne³. Sont également présent des associations de riverains de défense de l'environnement.

– Le CéDPA (collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport), rassemble un petit millier d'élus locaux. S'il se targue d'une certaine expertise technique, il ne conçoit évidemment pas de solution autre qu'institutionnelle et son action se réduit à d'inaudibles motions présentées dans les assemblées locales.

– À partir de 2007, et surtout après le Camp action climat d'août 2009, les fermes abandonnées par les agriculteurs qui acceptent de vendre leur terres sont reprises par des occupants illégaux qui renomment la ZAD « zone à défendre ». Ces « zadistes » établissent de pe-

1. Mécanisme de droit foncier permettant à une collectivité locale, en l'occurrence le Conseil Général de Loire-Atlantique, de bénéficier d'un droit de préemption sur tous les bien immobiliers d'un secteur.

2. archives.assemblee-nationale.fr/11/cri/2000-2001-ordinaire1/036.pdf Si les écologistes gesticulent beaucoup aujourd'hui pour faire oublier ce fait d'arme, le PCF reste constant dans sa position, ayant même l'ignominie de renvoyer dos-à-dos flics et opposants dans « l'escalade de la violence »...

3. Seul syndicat agricole résolument opposé au projet et participant à la lutte. La Coordination Rurale est théoriquement contre mais a déserté dès la fin de l'année 2012 un combat jugé trop radical, arguant de sa « responsabilité syndicale » et condamnant les zadistes. La FDSEA (qui avait soutenu la première ADECA dans les années 70) et les JA refusent de s'opposer au projet, se bornant à réclamer une meilleure indemnisation des paysans expropriés. Quant au MODEF, proche du PCF, il s'abstient prudemment de prendre position.

tites communautés autogérées, cultivent les terrains laissés à l'abandon et tissent des relations, parfois tendues, avec les habitants et paysans des alentours. Des initiatives très intéressantes y naissent : organisation de cuisines collectives, de potagers bio, création d'une radio libre (Radio Klaxon, qui émet sur la fréquence de Vinci autoroutes), stage de construction (de cabanes, d'éoliennes, etc.), mise sur pied d'une cabane non-mixte qui héberge les femmes qui le souhaitent et distribue une importante littérature féministe : plus qu'une simple protestation, la lutte de-

vient l'expression d'un mouvement positif, pour un autre mode de vie, pour une société solidaire et non-marchande⁴. Des communautés sont régulièrement expulsées sur décision de justice, et reviennent tout aussi régulièrement réoccuper les lieux. Cet ensemble hétérogène est plutôt jeune, proche des milieux autonomes, et revendique une certaine marginalité : pas de travail salarié, pas d'adresse fixe, pas de porte-parole. En 2013, on estime qu'ils sont entre 100 et 300, selon les saisons.

L'Etat tente évidemment de

diviser le mouvement et d'isoler les zadistes. Reste que les autres acteurs, s'ils expriment parfois des regrets en cas de débordements violents, se gardent bien de les condamner en bloc. Et pour cause : ce ne sont pas les discours ou les actions en justice qui empêchent les travaux de commencer, mais bien la présence physique permanente d'occupante-s déterminé-e-s. D'ailleurs, les concessions du gouvernement (calendrier repoussé, surface du projet ramenée à 730 ha) n'ont pas calmé l'opposition, dont leur seul mot d'ordre reste le refus d'un nouvel aéroport : « ni ici, ni ailleurs ».



La bataille pour la ZAD

Le 12 octobre 2012, le gouvernement qui espère alors lancer les travaux de construction en 2013 et ouvrir l'aéroport en 2017, tente de vider la ZAD de ses occupants une fois pour toute. C'est l'opération César : plus de 1200 policiers et

gendarmes, appuyés par des hélicoptères, sont envoyés expulser les zadistes et détruire leurs cabanes. L'ampleur et la violence de l'opération, cependant, loin de décourager les occupants, renforce leur combativité. Des barricades sont érigées sur les routes de la ZAD, les fermes transformées en camps retranchés⁵. Mieux encore : une large

partie de la population locale, très au delà des cercles militants, les soutient : des riverains les ravitaillent en nourriture et en matériel, des agriculteurs mettent à leur disposition champs et hangars. Et des aspirants zadistes arrivent de toute la France, et même plus⁶, pour renforcer la lutte. L'opération ne fait que rouvrir un débat que le

4. Bien sûr, toutes les personnes présentes à la ZAD ne partagent pas cette vision et la présence de voyous et de dealers est parfois à déplorer. Cela rend d'autant plus regrettable l'absence d'une véritable auto-organisation sur place : les AG de la ZAD sont surtout des lieux d'échange et d'information, les décisions prises étant rares et aucun organe légitime n'existant pour les faire appliquer. Pour plus d'information, il existe un site très complet fait par des zadistes et sympathisants : zad.nadir.org

5. Hypocrisie du droit bourgeois : la trêve hivernale interdit l'expulsion de ceux qui occupent, même illégalement, des bâtiments en dur. En revanche, les occupants des cabanes ne bénéficient d'aucune protection.

6. Manuel Valls mentionne les « squatteurs, souvent étrangers » qui font de Notre-Dame-des-Landes un « kyste ». Un an avant sa grande campagne anti-Roms, le gouvernement Ayrault était déjà son chauvinisme criard

gouvernement espérait clos, et lui donne une portée politique nationale.

La situation commence à échapper au gouvernement. Les expulsés reviennent chaque jour plus nombreux. Des dizaines de milliers de manifestants viennent soutenir la lutte à la ZAD même le 17 novembre. Dans plusieurs villes de France, des permanences du PS sont attaquées. EELV, pourtant jamais à un renoncement près, menace sérieusement de quitter la majorité. Même les flics finissent par se lasser de cette opération rapide qui n'en finit plus⁷ ! Ayrault est finalement obligé de reculer et annonce en janvier que les policiers seront retirés le temps que divers recours judiciaires contre le projet soient examinés. Entre temps, une « commission de dialogue » est mise sur place. L'État a annoncé la reprise des travaux pour début 2014. Une manifestation est prévue pour le 22 février. Le comité de défense de l'emploi de Carhaix envisage d'y appeler : c'est un enjeu majeur que ces deux luttes qui font peur au gouvernement puissent converger.

Contre l'aéroport... et son monde

Les arguments avancés contre l'aéroport sont divers :

— Techniques : l'unique piste de l'actuel aéroport peut accueillir bien plus 3,5 millions de passagers annuels, limite fixée par l'enquête publique et qui devrait être atteinte d'ici quelques

années (3,2 millions en 2011). Des aéroports comme Genève ou San Diego dépassent largement les 10 millions avec une seule piste.

- Financiers : sur un budget prévisionnel de 556 millions d'euros, plus de 240 doivent être versés par l'État et les collectivités locales. N'y-a-t-il donc rien de plus urgent que l'on pourrait faire de cette somme ?
- Écologiques : le mécanisme de la ZAD a permis de préserver le site de l'extension urbaine nantaise. Aujourd'hui, quasiment toute la bio-diversité de l'aire urbaine de Nantes y est concentrée.
- Économiques : une fois les travaux réalisés, très peu d'emplois seront au final créés, ceux de Nantes-Atlantique seront juste transférés. En revanche, un grand nombre d'exploitations agricoles auront disparues.

Mais ces arguments ne sont pas satisfaisants car fondamentalement interclassistes. D'ailleurs, plusieurs forces bourgeoises ont fait connaître leur opposition au projet : le FN raille la lubie d'Ayrault, la CCI de Vendée pleurniche sur l'avantage déloyal qu'un tel équipement donnerait au patronat de Loire-Atlantique...

Pour nous la question dépasse de très loin l'aéroport, elle pose directement la question du modèle de société que nous voulons. Il ne s'agit pas de savoir combien de passagers un aéroport peut accueillir,

mais si nous voulons laisser les capitalistes développer les transports polluants.

Il ne s'agit pas de débattre du montant auquel la collectivité doit financer une entreprise privée, mais de dénoncer un tel financement. Ce qui implique de s'opposer, bien au delà des seuls partenariats public-privés, aux multiples façons dont les patrons bénéficient de l'argent des contribuables (allègement de cotisations, crédit d'impôt, aides à la compétitivité...).

Il ne s'agit pas de savoir où placer des zones naturelles protégées, mais de mettre un arrêt total à l'artificialisation des sols, et tant pis pour les bétonneurs ! Vinci, comme toutes les entreprises de BTP, vit de commandes publiques et serait prêt à construire n'importe quoi n'importe où pourvu que cela remplisse son carnet de commande. A ce titre, l'aéroport n'est qu'un des nombreux grands projets imposés et inutiles qui nous pourrissent la vie.

En affirmant le droit à un environnement sain et non-pollué pour tous et toutes, contre la logique du profit, cette lutte contient donc bien des germes anticapitalistes. Il appartient aux révolutionnaires de s'appuyer sur ces revendications, sans subordonner leur programme aux intérêts des diverses factions bourgeoises opposées à l'aéroport.

Contre l'État, contre les capitalistes et contre l'idéologie productiviste : ZAD partout !

Kolya Fizmatov et Jimi Denantes,
le 20 janvier 2014

7. <http://www.unitesgppolice.com/article;4497;aeroport-notre-dame-des-landes.html> Rythme pénible, fatigue importante, risques accrus... matraqueur professionnel est un bien dur métier !

PSEUDO-ÉCOLOGIE POLITICIENNE

COP ou pas COP : pourquoi notre écologie est anticapitaliste



MARRAKECH COP22|CMP12 UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE 2016

La COP22 s'est achevée la semaine dernière à Marrakech. Baptisée « la COP de l'action » par la présidence marocaine, ce nouveau rendez-vous avait justement pour objectif de passer concrètement aux actes après les grandes déclarations de principe issues de la COP21. Malheureusement une fois encore les engagements concrets ont échoué à suivre les discours, ce qui n'est en fait qu'une habitude lassante à force de répétition sans avoir besoin de remonter bien loin dans l'histoire de ces grandes conférences internationales.

Communiquer, pour remplir les vides

Ne serait-ce que l'an dernier, on se souvient de l'énorme tapage politico-médiatique suscité par la

COP21, et surtout par l'adoption de l'accord de Paris qui en avait résulté. A l'époque, une bonne partie de la presse dominante n'avait pas hésité à reprendre voire appuyer les qualificatifs les plus diatribiques tout droit sortis des cabinets ministériels et onusiens : accord « historique », « universel », « ambitieux », « réussi », « le meilleur possible »... Des moyens considérables en communication¹ ont continué à être déployés depuis pour ne pas laisser retomber le soufflé de l'autocongratulation. Optimisme bâtit, aveuglement naïf ou culpabilité complice de tout ce petit monde ?

Il n'y avait pourtant pas besoin de chercher loin pour en juger². Un seul élément notable suffit à révéler le creux de l'affaire : l'accord

de Paris n'est qu'une déclaration d'intention, générale et non contraignante, aussi universelle et ambitieuse que soit cette intention. Après cela, on peut donc bien dire que 195 pays se sont mis d'accord à Paris pour limiter le réchauffement climatique à +2°C, voire +1,5°C, d'ici la fin du siècle, mais les contributions volontaires publiées par les gouvernements de ces mêmes pays ne permettent d'espérer guère mieux qu'une limitation globale de +3°C, soit bien au-delà de la ligne rouge annoncée. On peut aussi certes bien dire que des mécanismes de révision et des bilans mondiaux sont prévus à échéances régulières, mais il suffit de constater qu'aucun mécanisme de contrôle n'est évoqué et encore moins de sanction si les actions ef-

1. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=823>
 2. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=861>

fectives ne suivent pas.

Les financements climatiques, nerf de la guerre et miroir de l'injustice climatique

Une autre pierre d'achoppement de taille mérite d'être relevée : les financements climatiques. En 2009 déjà, la COP15 avec l'accord de Copenhague promettait de mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour financer les projets de lutte contre les changements climatiques. Là encore, on ne peut que constater l'écart béant entre les discours et la réalité : la feuille de route présentée par les États n'envisage pour l'heure au mieux que 60 à 70 milliards, bien loin de l'objectif annoncé sept ans auparavant. Comme souvent, le sujet du financement est véritablement le nerf de la guerre. Cette problématique soulève au moins deux enjeux importants, qui pourraient tous deux être rapprochés d'une bataille plus générale pour la justice climatique, liée à la justice sociale.

Un premier enjeu est celui de la répartition entre contributions publiques et privées pour constituer le fonds annuel de 100 milliards de dollars. Suivant leurs intérêts capitalistes à court et moyen termes, les investisseurs privés peinent à se laisser convaincre de s'engager davantage dans les projets en faveur du climat, faute de perspectives de profit suffisamment importantes ou solides. Si on accepte cette logique, le gros de l'effort financier est ainsi appelé à reposer massivement sur les finances publiques. Or, considérant ces temps de crise économique mondiale et de politiques généralisées d'austérité budgétaire, cela amène à considérer que le financement de la lutte contre les changements climatiques est en quelque sorte mort-né.

Un deuxième enjeu réside dans l'équilibre des projets qui bénéficieront de ce fonds climat, entre projets pour l'atténuation (réduire les émissions de gaz à effet de serre) et projets pour l'adaptation (réduire la vulnérabilité aux effets des changements climatiques), même si on peut bien sûr concevoir des projets qui répondent aux deux aspects. Aujourd'hui, une grande majorité des financements climatiques est consacrée à l'atténuation (plus de 80%). Or les projets d'atténuation bénéficient principalement aux pays les plus riches (projets portant sur l'efficacité énergétique, le transport, l'industrie, le stockage du carbone, les énergies renouvelables...). A l'inverse, l'adaptation fait figure de parent pauvre alors qu'elle permet principalement aux pays les plus pauvres et aux zones côtières de faire face aux effets immédiats et à très court terme du réchauffement (projets portant sur la prévention des risques, la gestion de l'eau, l'agriculture...). C'est d'autant plus aberrant que la responsabilité du changement climatique mondial actuel incombe aux immenses quantités de gaz à effet de serre rejetées par les pays riches au cours de leur fulgurant développement depuis la révolution industrielle.

Intérêts privés contre intérêt social : les Etats et les grandes entreprises main dans la main

Dans ce jeu qui a ses gagnants et ses perdants, au lieu de défendre un présumé intérêt supérieur commun, les gouvernements des différents pays savent former des alliances pour défendre leurs intérêts nationaux bien compris et se renvoyer hypocritement la balle. Et même, un peu partout depuis la COP21, on entend de plus en plus souvent les chefs d'Etat et leurs ministres, en particulier en France,

appeler à une mobilisation des « acteurs non-Étatiques » pour se rassembler dans un même élan. Mais de qui parle-t-on au juste ? De la société civile à qui on interdit de manifester contre la COP21 sous prétexte d'état d'urgence et qu'on réprime quand elle s'oppose au grand projet destructeur et pollueur de Notre-Dame-des-Landes ? Des collectivités territoriales dont l'État ne cesse de réduire les dotations d'années en années ? Du secteur de l'éducation et de la recherche qui subit de plein fouet la casse des services publics ?

Ne reste alors que le monde du business et des entreprises privées. Ainsi, pour nos politiciens, en appeler aux acteurs non-Étatiques, c'est une façon pudique de s'en remettre, par faiblesse ou copinage, aux investisseurs privés... alors qu'ils sont véritablement parties prenantes et dominantes de la machine à polluer. Une illustration flagrante de cette contradiction : pour espérer contenir le réchauffement global à +2°C maximum, il faudra laisser sous terre 80% des réserves déjà disponibles de pétrole, gaz et charbon. Dans les faits, il faudrait persuader toutes les majors de l'énergie d'arrêter la prospection et de renoncer sur le champ à exploiter le tas d'or (noir) qui fait leur fortune et leur pouvoir ! Un scénario-fiction d'auto-suicide économique que même Hollywood n'a pas encore imaginé.

En fin de compte, on peut bien croire que les dirigeants de ce monde ont compris l'urgence climatique, au-delà de l'émoi que peut susciter l'entrée d'un climatosceptique comme Trump dans ce petit cercle, il suffit de voir le champ libre laissé à la puissance des lobbys capitalistes sur l'environnement et le social pour comprendre qu'il n'y a rien à attendre de ces marionnettes politiques, même repeintes en vert.

Pour l'écologie aussi, sortir du capitalisme

Loin d'être un combat qui pourrait naïvement rassembler « tout le monde » dans une même ardeur innocente et faire table rase des questions qui fâchent, la lutte contre le changement climatique cristallise des intérêts divergents qui font ainsi largement écho au capitalisme moderne, à son mode de développement impérialiste, à ses logiques de profit, à ses rapports de pouvoir. Pour nous, il ne s'agit pas seulement d'une guerre contre le réchauffement climatique, mais d'une guerre contre le Capital et ses intérêts. C'est pourquoi notre défense de l'environnement

ne peut pas être compatible avec l'idée d'un développement durable sous la forme d'un « capitalisme vert » qui laisserait le pouvoir aux capitalistes de conditionner notre présent et notre avenir à leurs profits.

uttons pour nos propres revendications !

Contre le « greenwashing », les vœux pieux et les plaidoyers illusoires des grandes entreprises et des dirigeants politiques, nous opposons nos revendications par la lutte, nos propres mobilisations, pour une écologie nécessairement et fondamentalement anticapitaliste :

– Expropriation et mise sous contrôle des salarié.e.s et des usager.e.s des grandes entreprises de l'énergie, l'industrie, les transports... !

– Planification et conversion démocratiques des systèmes de production/consommation en fonction des besoins sociaux !

– Développement des énergies renouvelables pour sortir au plus vite du fossile et du nucléaire, arrêt des pratiques agricoles néfastes pour l'environnement et la santé... !

Constanza Marcia,
le 30 novembre 2016

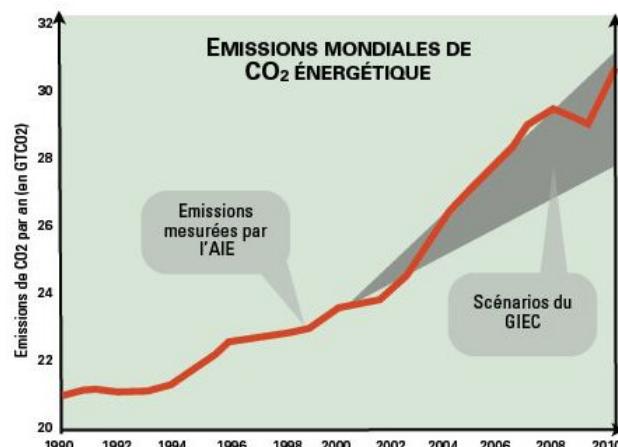
ÉCOLOGIE

Le 5^e rapport du GIEC illustre l'urgence climatique et l'impuissance capitaliste

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) a rendu le 13 avril un rapport complet sur les changements climatiques. Il s'agit du 5^{ème} rapport depuis celui de 1990, qui actait déjà la reconnaissance par la communauté scientifique du lien direct entre

émissions de gaz à effet de serre et tendance au réchauffement. Dans la sphère politique, cela a donné lieu à beaucoup d'agitation depuis 25 ans : Convention-cadre des Nations unies, Protocole de Kyoto, trois Sommets de la Terre, Conférence de Copenhague... Dans l'at-

mosphère en revanche, c'est une accélération des émissions que l'on constate. La trajectoire suivie aurait même dépassé le pire des scénarios que faisait le GIEC, s'il n'y avait pas eu le krach de 2008¹.



1. Mais qui aussi entraîné une baisse des investissements en économies d'énergie (-20% en 2009).

90 entreprises sont responsables de 2/3 des émissions

La grande mode à présent est de pointer du doigt la Chine, qui a détrôné en 2006 les États-Unis comme plus gros émetteur au monde. Mais d'une part, aussi bien les États-Unis, que le Japon et l'Union européenne ont vu leurs émissions augmenter, et d'autre part, le boom des émissions de la Chine est en majeure partie lié aux nombreuses délocalisations d'industries. Or le CO2 des multinationales n'a pas de patrie, et vu la destination de l'essentiel de la production mondiale, c'est surtout sur le compte des vieux pays impérialistes qu'il faudrait le mettre. Une étude de 2013 vient d'ailleurs rappeler que 90 entreprises sont responsables de 2/3 des émissions².

« Menaces sur la stabilité mondiale »

Les rouages – complexes – du climat et des conséquences du réchauffement / dérèglement sont de mieux en mieux connus. On connaît de plus en plus de conséquences possibles en plus de la fameuse montée des eaux d'un mètre d'ici à 2100 : propagation de maladies facilitée, accentuation à la fois des sécheresses et inondations, perturbation d'écosystèmes entiers et de l'agriculture... Aujourd'hui, un tiers des espèces vivantes sont menacées. En se découvrant toujours plus de sa calotte, le pôle Nord est en train de devenir un nouveau terrain de luttes entre impérialistes pour les hydrocarbures, les minerais...

Le rapport confirme également qu'à l'échelle mondiale, les pays dominés subiront davantage les crises écologiques, et en particulier

l'Afrique et l'Amérique du sud sont plus exposées à l'insécurité alimentaire. Et au sein de chaque pays, les conséquences seront différentes selon la classe sociale.

Mis bout-à-bout, ces risques sont jugés si importants que le rapport du GIEC évoque des risques pour la stabilité mondiale.

« Le changement climatique peut indirectement augmenter les risques de conflits violents comme les guerres civiles ou les affrontements inter-groupes, en amplifiant des déterminants bien connus de ces conflits, comme la pauvreté et les chocs économiques ».

On voit toute l'ambiguïté de cette notion de « stabilité ». De quels « affrontements inter-groupes » s'agit-il ? Nous ne voulons pas d'un avenir fait de déplacements massifs de populations et de guerres fratricides pour les ressources, alors que dans ce système qui ne profite qu'à une minorité, tant de ressources sont gâchées et accaparées. Mais précisément pour mettre hors d'état de nuire les dirigeants qui mènent la locomotive droit dans le mur, il faut que la majorité travailleuse s'empare des outils de production (et de pollution). Il s'agit de changer le moteur de la locomotive, afin de produire pour satisfaire les véritables besoins, alors qu'aujourd'hui une production hors de notre contrôle façonne nos besoins pour écouler la camelette capitaliste. Cet « affrontement inter-groupe » là, la lutte de classe, est légitime et nécessaire.

Le GIEC appelle à une « révolution économique » ... De quoi s'agit-il ?

Le GIEC ne prône bien sûr pas cette voie. L'objectif de repli serait de limiter le réchauffement à 2°C – seuil qui sera franchi dès

2030 – ce qui suppose de réduire les émissions mondiales entre 40% et 70% d'ici 2050 et de les ramener à un niveau « proche de zéro », d'ici la fin du siècle. « Si les gouvernements le veulent », il est encore possible d'enclencher une « révolution économique » avec les technologies existantes, nous dit le rapport du GIEC. Quelle révolution ?

On retrouve prônée l'amélioration de l'efficacité énergétique, dans la continuité de ce que l'on entend depuis plus de 30 ans. L'efficacité s'est perfectionnée dans la plupart des domaines, mais en étant bien incapable de compenser la croissance de la production et du commerce. Ce n'est donc pas là qu'est la nouveauté.

En termes de solutions techniques un peu plus musclées, le GIEC propose de s'en remettre aux « énergies bas carbone ». Ce terme, issu directement de l'influence de certains lobbies, regroupe aussi bien les énergies renouvelables, que les centrales nucléaires et les agrocarburants. Or les dangers de la fission nucléaire et le problème de ses déchets ne sont plus à démontrer, ni la tendance des carburants agricoles à supplanter des terres utilisées par l'agriculture vivrière des pays pauvres. On sait aussi que les énergies renouvelables seront les perdantes de ce trio, n'offrant pas une rentabilité suffisante aux capitalistes pour qu'ils s'y intéressent vraiment.

Autre idée empoisonnée : il faudrait soi-disant développer le captage-stockage du CO2. C'est-à-dire injecter sous terre le CO2 émis. Une excellente couverture « verte » pour justifier que les grandes compagnies pétrolières et minières continuent à exploiter leurs stocks (encore plus de 150 ans de charbon à écouler). Et peut importe les énormes risques, locaux et

2. <http://www.bastamag.net/90-entreprises-sont-responsables>

climatiques, que ces bulles de CO₂ feraient courir à l'humanité.

Conclusions - collusions

Les conclusions des rapports du GIEC sont donc clairement à rejeter. Celles-ci ont un poids dans la politique internationale, et elles sont donc très lourdement influencées par un intense lobbying. La reconnaissance internationale du tra-

vail des centaines de chercheurs du GIEC est utilisée ici précisément pour donner à ces conclusions une apparence de nécessité objective.

Mais nous n'avons pas à choisir entre la peste et le choléra. Il est possible de sortir rapidement du nucléaire, du pétrole et du charbon. Cela nécessite de débloquer l'argent que les capitalistes refusent d'investir dans les énergies renou-

velables, et surtout, de mettre fin au mode de production capitaliste, à ses aberrations et à son productivisme. Cela, ce n'est pas une solution technique, mais une solution sociale : la planification en fonction des besoins, que seuls les travailleur-se-s peuvent mettre en place.

Ernest Everhard,
le 21 avril 2014

ANALYSES

Sortir du capitalisme : diviser par 2 les gaz à effets de serre



« Make our planet great again. » Macron se paye une opération de communication à peu de frais contre Trump, qui est effectivement la caricature du politicien réactionnaire pour qui le dérèglement climatique est un complot écolo... Mais cela ne peut pas faire oublier que l'accord de Paris (issu de la COP21) qu'il vante en comparaison n'est qu'un recueil de promesses qui ne contraignent absolument pas les capitalistes. Son objectif, limiter le réchauffement à +2°C d'ici 2100, nous fait

déjà courir de graves risques environnementaux, et ces objectifs ne seront évidemment pas tenus. Malheureusement, les conférences du gratin capitaliste nous ont habitué à cette hypocrisie.

Concrètement, il faudrait que les émissions mondiales baissent de 40% à 70% d'ici à 2050, alors qu'elles ne font pour l'instant qu'augmenter. On ne peut pas exclure la possibilité que le pic des émissions de gaz à effet de serre (GES) soit passé dans les prochaines décennies, même si cela ressemblerait

plus à une lente inversion qu'à un « pic ». Mais selon toutes les projections « réalistes » il n'y aura jamais de baisse suffisante.

Jamais ? Sauf si nous faisons sauter ce système capitaliste où les rois de l'économie verrouillent tout. Nous avons développé dans nos articles¹ quelques raisons structurelles qui font que le marché empêche de réaliser des économies d'énergie massives, qui sont une condition nécessaire pour la transition énergétique (nous n'évoquerons pas ici le développement des

1. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=all&keyword=%C3%A9cologie>

énergies renouvelables qui pourrait lui aussi contribuer sensiblement à la baisse des émissions). Mais il est très difficile de mettre des chiffres sur ces économies structurelles. Des estimations des économies possibles existent pour certains secteurs ou par technique, mais elles permettent difficilement de donner une vision d'ensemble.

Par exemple, comment estimer l'économie réalisée par la fin de l'obsolescence des produits ? par la facilitation de leur réparabilité ? Comment évaluer l'optimisation de la production et des transports du seul fait de la planification ? Le marché est un obstacle même pour l'estimation du gaspillage qu'il engendre.

Pourtant, il est utile d'avoir des ordres de grandeur pour fixer les idées. **Nous voulons ici soutenir une estimation très grossière : en sortant du capitalisme, nous pourrions immédiatement diviser par 2 les émissions de GES.** "Immédiatement", dans le sens où cela ne fait intervenir que des technologies qui existent déjà. En pratique cela nécessiterait bien sûr un temps minimal de mise en place, mais il y aurait aussi de nombreuses autres sources d'économies possibles.

Généraliser le meilleur de l'efficacité énergétique

Pour chaque pays, on peut rapporter l'ensemble des consommations énergétiques au PIB. Cela permet d'obtenir un indicateur appelé "l'intensité énergétique", qui reflète le "coût" en terme de consommation d'énergie (et donc assez directement en termes de GES) pour assurer la production du pays. La diminution de l'intensité énergétique permet d'observer globalement les progrès de l'efficacité énergétique

(que ce soit par l'isolation des bâtiments, l'amélioration des process industriels, la conception d'appareils moins énergivores...).

Globalement, l'intensité énergétique tend à diminuer, et elle est plus basse dans les vieux pays industrialisés, et encore élevée dans les pays en développement, où les techniques disponibles sont souvent plus anciennes. Ce décalage est dû aux différences de richesses, mais aussi à la concurrence qui pousse les grands groupes à garder jalousement leurs brevets.

Il faut cependant relativiser ces chiffres en prenant en compte l'industrialisation et la désindustrialisation des pays. Par exemple le Royaume-Uni a une intensité énergétique basse, mais c'est aussi un pays très financiarisé, ce qui signifie qu'une grande partie de sa consommation énergétique est délocalisée, et donc non prise en compte. En revanche, l'Allemagne a clairement une efficacité énergétique supérieure à celle de la France, puisqu'elle est plus industrialisée mais a malgré cela une intensité énergétique inférieure.

En effet en France, de nombreux secteurs industriels sont loin d'être les plus performants, comme le montre par exemple le tableau suivant sur différents process industriels² :

Avec ces données, on peut estimer les économies d'énergie possibles en prenant en référence un pays "économe" et en supposant que son niveau d'intensité énergétique est généralisé au monde entier. Si on prend par exemple le Japon (relativement économe, mais qui reste industrialisé), la consommation d'énergie mondiale diminuerait de 28

Cette hypothèse est modérée, parce qu'on peut facilement supposer qu'il est possible de faire

de nombreuses économies d'énergie par rapport au niveau du Japon...

Mais si l'on attend les scénarios des agences officielles comme celle de l'ONU³, les consommations d'énergie dans l'industrie ne se s'inverseraient que... d'ici 2030, en supposant des investissements qui feraient converger partout vers les meilleures techniques disponibles, scénario auquel l'agence elle-même ne croit pas.

Relocalisations partielles et diminution des transports

La mondialisation est aussi ancienne que le capitalisme, mais elle connaît des périodes de repli, et des périodes très "libérales" comme la nôtre. L'essor de la libre circulation des capitaux et des marchandises a favorisé un éclatement des chaînes de production, qui suit une logique d'optimisation financière mais engendre énormément de transports pour un même niveau de production. Depuis les années 1990 en particulier, le niveau des échanges commerciaux s'est envolé et a nettement "décroché" par rapport à la croissance mondiale.

Le graphique suivant indique que depuis 1975, le commerce de marchandise a été multiplié par 4,7, quand la production (PIB) a été multipliée par 2,7. On peut à partir de ces données estimer que sans cette accélération de la mondialisation, le niveau du commerce (et donc globalement des transports) serait aujourd'hui seulement à 57% de ce qu'il est aujourd'hui (2,7/4,7). D'après le 5e rapport du GIEC, le secteur des transports représente 14% des GES. On peut dire, grossièrement, que la relocalisation partielle permettrait donc d'économiser 6% des GES.

2. Source : <http://decrypterlenergie.org/peut-on-encore-realiser-des-economies-denergie-dans-lindustrie>

3. Global Industrial Energy Efficiency Benchmarking, UNIDO, 2010, disponible sur : www.unido.org

Stopper la déforestation

Selon les estimations les plus basses, 12% des émissions de GES proviennent de la déforestation⁴ (d'autres indiquent 20%⁵). Cela concerne essentiellement les zones tropicales, où des forêts sont coupées pour l'agriculture, souvent par des gens qui pourraient difficilement trouver une autre source de revenu, ou parce qu'il est rentable de fournir des "biocarburants" au Nord... La déforestation d'aujourd'hui est donc essentiellement induite par le capitalisme, et pourrait être immédiatement stoppée. Il n'y a aucune pénurie de surfaces agricoles qui pourrait pousser d'une quelconque façon à abattre des forêts tropicales si la misère ou le

marché n'y poussait pas.

Bilan

D'après le 5e rapport du GIEC, le total des émissions de GES s'élève à 49 Gt en équivalent CO₂. Les 3 estimations présentées ci-dessus donnent :

- Efficacité énergétique : -13,7 Gt eq. CO₂
- Relocalisations : -2,9 Gt eq. CO₂
- Arrêt de la déforestation : -5,9 Gt eq. CO₂

Soit environ une division par 2 des émissions de GES.

Il faut souligner que cette estimation se base sur un PIB constant. Cela ne signifie absolument pas

qu'il ne faut pas remettre en question la croissance et le niveau de production actuel. Nous pourrons certainement établir démocratiquement toute une série de secteurs pour lesquels on peut et on doit viser une diminution nette des consommations. Des organisations écologistes fortes seront nécessaires au lendemain de la révolution socialiste pour pousser dans ce sens.

Mais il est important de montrer que la logique elle-même du capitalisme est source de gaspillages structurels, et que la prise du pouvoir par les travailleur-se-s permettrait déjà de faire la moitié du chemin.

Julien Varlin,
le 23 juin 2017

ÉCOLOGIE

Critique du programme écologique de Mélenchon

Un catalogue de mesures qui ne permet pas de faire face à la crise

jlm2017.fr

Engager la planification écologique



4. <http://fr.euronews.com/2016/11/02/cop22-ces-activites-qui-emettent-autant-de-co2-que-la-deforestation>

5. http://www.wwf.fr/nos_priorites/conserver_les_ecosystemes/preserver_les_forets_tropicales/comprendre_l_impact_de_la_foret_sur_le_climat/

Il nous faut reconnaître que Mélenchon, par rapport à son origine (et à celle de son allié le PCF) a fait des progrès dans la prise en compte de l'éologie. Le programme aborde des sujets fondamentaux comme l'énergie, l'habitat, les transports, le logement, l'agriculture, la consommation, la biodiversité, etc. Contrairement aux autres candidats institutionnels, il envisage l'arrêt des grands projets inutiles et dangereux tels NDDL ou Bure. Il aborde de nombreux sujets souvent détaillés, allant même jusqu'à préconiser la réduction de « *la part des protéines carnées dans l'alimentation au profit des protéines végétales* ». Malheureusement, il s'agit principalement d'un catalogue à la Prévert de bonne intentions.

De grands principes...

Car Mélenchon veut nous faire croire qu'avec quelques mesures dans le cadre du capitalisme, on pourrait sortir de la crise climatique. C'est impossible, tout comme il est impossible de sortir de la crise économique du capitalisme par la politique keynésienne qu'il préconise. Soulignons d'ailleurs la contradiction du réformisme : puisque l'on ne veut pas exproprier l'économie privée, on ne peut que l'inciter, la « relancer »... Certes Mélenchon veut mettre cette relance « au service de la transition écologique ». Mais le gâchis et le productivisme sont consubstantiels au capitalisme. L'urgente transition écologique ne peut se faire qu'en rupture avec l'économie de marché, puisque celle-ci ne

repose que sur la concurrence, seul moyen de survie des entreprises.

Comme le reste du programme de la France insoumise (FI), le programme écologique est basé sur de grands principes, mais sans les moyens réels de les appliquer. L'exemple le plus frappant est la proclamation qui figure au fronton du chapitre intitulé « *Face à la crise climatique, la planification écologique* », qui est : « *Inscrire dans la Constitution la règle verte instaurant l'obligation de ne pas prélever davantage que ce que notre planète peut régénérer* ».

La Constitution de la V^e République sous laquelle nous vivons proclame déjà de nombreux principes généraux¹ qui n'ont aucune réalité, tout comme le « principe de précaution » que Chirac avait fait ajouter. Cela fait des décennies que les COP successives se contentent de voter des résolutions appelant à une limitation du réchauffement climatique, et que les objectifs ne sont jamais atteints.

...pour une planification fictive

Mélenchon se gargarise de mots comme celui de « planification écologique ». Il ignore peut-être que ce terme est largement employé dans les services du ministère de l'environnement²... et qu'il ne désigne que des objectifs que les patrons de l'énergie ou du recyclage sont supposés d'atteindre. Même à l'époque gaulliste, où l'économie française était beaucoup plus régulée qu'aujourd'hui, on parlait de « planification indicative », pour la distinguer de la « planification impérative »

des « économies socialistes » (staliniennes). Pour qu'il y ait une véritable planification, il faut que les capitalistes soient expropriés et pour qu'elle soit démocratique, il faut que les travailleurs/ses soient aux postes de commande.

« Pôle public de l'énergie » et coopératives locales

Mélenchon compte donc sur l'État (toujours vu comme un outil réutilisable à souhait) pour intervenir légèrement dans l'économie. Il veut donc constituer un « pôle public de l'énergie »³ : pas un monopole, mais un ensemble d'entreprises publiques en concurrence avec le privé. Il ne veut exproprier aucun capitaliste. Autrement dit, il veut payer, aux conditions des capitalistes, pour rentrer dans le capital de ces entreprises... avec quel argent ? Mélenchon veut donner des directives, mais tant que l'on se refusera à toucher à leur propriété, les capitalistes auront le dernier mot.

Au même chapitre, la création de coopératives locales (qui demeureront en concurrence avec le privé auquel on ne touche pas) relève de la même conception uto-pique alors que l'histoire a montré que la coexistence public-privé n'est en aucune façon capable de contrecarrer la folie meurtrière du marché.

La fiscalité, panacée du réformisme

Avec si peu d'incursions dans la propriété privée, Mélenchon compte centralement sur la fiscalité, qui est d'ailleurs l'outil central

1. Notre article *Une nouvelle constitution bourgeoise pour réformer le capitalisme*

2. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/action-des-territoires-transition-energetique>

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/node/1171#e8>

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/trame-verte-et-bleu>

3. Même logique qu'avec son « pôle public bancaire » dont nous avons déjà parlé.

de son programme. En effet ses mesures écologistes (comme les mesures sociales) nécessitent un gros transfert d'argent :

- « Mettre fin aux situations de précarité énergétique que vivent les ménages » ;
- « assurer l'isolation d'au moins 700 000 logements par an » (rénovation écologique du bâti)
- « imposons la gratuité des quantités [d'énergie] nécessaires à une vie digne » ;
- « Sauver l'écosystème et la biodiversité ».

On le sait, Mélenchon prétend que via l'impôt sur le revenu, il prendra l'argent des riches au-delà de 30 000 € / mois. Nous ne croyons absolument pas que Mélenchon résisterait aux pressions des capitalistes contre cette mesure. Aucun gouvernement capitaliste n'a appliqué de revenu maximal dans l'histoire, sauf un court instant pendant l'effervescence révolutionnaire de 1789... Or malgré tout son imaginaire jacobin, Mélenchon n'a aucune envie de s'appuyer sur une réelle révolution.

Plus déplorables encore sont les rares moyens de pression proposés pour forcer les industriels à obtempérer. On retrouve ici entre autres la vieille antienne réformiste des taxes incitatives dont l'inefficacité est patente :

- « Introduire une contribution carbone sur le transport de marchandises »
- « Instaurer une taxe kilométrique aux frontières de la France pour intégrer le coût écologique dans les produits, qui dépendra de la distance parcourue par les produits importés »

On sait pertinemment que les capitalistes se soucient comme d'une guigne de telles taxes dont le poids est systématiquement reporté sur les travailleur/ses. Un gouvernement Mélenchon ne pourrait donc pas mettre ce genre de taxe à un niveau élevé, sous peine de frapper de plein fouet les travailleur/ses les plus pauvres. Au final, avec de nouvelles taxes symboliques (comme « l'éco-contribution »), l'empreinte carbone des marchandises demeure inchangée.

Nucléaire et renouvelables : plus vite !

Au sujet du nucléaire, on se trouve là aussi en face d'un programme mollasson et irresponsable qui propose une sortie progressive en plusieurs décennies. À l'heure où les centrales arrivent en fin de vie, c'est un véritable scandale. Bien davantage que de ne pas être « une solution d'avenir » comme dit dans le programme de la FI, le nucléaire est une véritable bombe à retardement : Tchernobyl et Fukushima nous l'ont montré clairement.

Arrêtons de repousser la date de sortie et exigeons-la maintenant ! Mélenchon s'appuie sur le poussif scénario Négawatt qui ne propose pas mieux en matière de développement des énergies renouvelables que feu le grenelle de l'environnement de Sarkozy. Nous voulons une sortie du nucléaire en moins de 10 ans basée sur le scénario du NPA, en mettant les moyens nécessaires sur les économies d'énergie, et sur le développement des énergies renouvelables. Avec une monopole de l'énergie sous contrôle des travailleur/ses, nous pourrons engager une reconversion des emplois du nucléaire dans les énergies renouvelables et dans la gestion de l'aval du cycle (déchets, démantèlement...). Voilà

ce qui serait le début d'un vrai programme de transition énergétique.

Quelques autres mesures

Même s'il s'agit de thèmes importants, les principales mesures du programme de la FI montrent clairement qu'il s'agit d'une tentative « d'encadrer » le marché capitaliste, par des incitations, dissuasions et incantations :

– Mélenchon souhaite à juste titre développer les transports publics écologiques en « refusant la mise en concurrence du transport ferroviaire » : le programme n'indique pas de moyens, il faut là encore extraire de force ce pan de l'économie de marché, et le mettre sous contrôle démocratique réel. Son engagement pour « la sortie du diesel en commençant par supprimer progressivement l'avantage fiscal pour les flottes d'entreprises » reste trop incitative pour être une vraie mesure.

– Mélenchon constate le « *règne du déménagement permanent des marchandises* », mais ne veut pas voir que cette logique (« flux-tendu », permettant de ne pas avoir de stock à gérer) sert à augmenter le taux de profit des entreprises. Ainsi, les taxes qu'il veut mettre en place seront au mieux très minimes (sinon, la mobilisation des grands capitalistes sera trop importante, et il ne pourra pas résister seul à la tête du pays).

– Dans le point sur la biodiversité, Mélenchon fait des déclarations de principe (qui font bien) comme « bannir les pesticides nuisibles », évoquant même l'éradication de la maltraitance animale, mais sans préciser aucun moyen de mise en œuvre.

— Mélenchon fait le constat de disymétries dans les territoires, dans les villes, etc. Il veut à juste titre défendre et reconstruire le maillage de transports en commun et les services publics sur tout le territoire, dans les départements ruraux et les quartiers populaires. Il veut inverser la logique de compétition entre territoires et stopper l'étalement urbain en incitant au rapprochement entre bassins de vie et d'emploi. Il ne parle cependant pas de gratuité des transports, ni de comment il pourra réaliser ses mesures. Il ne s'interroge

pas non plus sur les raisons de la ghettoïsation de certains endroits, dû à la surexploitation capitaliste de certaines catégories de la population. Sans s'attaquer aux racines du mal, il ne peut apporter que de beaux principes en guise de pansements.

L'ensemble du programme écologique de la FI n'est donc au final qu'une énumération de mesures abstraites ou anodines, condamnées à l'impuissance faute de remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur les moyens de production. Il faut donc que notre classe

prenne le pouvoir par la mobilisation et l'auto-organisation et décide collectivement, en dehors du cadre de la concurrence capitaliste, de notre production, et de notre écologie !

N'attendons pas un sauveur, organisons-nous, et prenons conscience collectivement des possibilités que nous avons si nous ne laissons pas dicter nos vies par un système économique et par des grandes multinationales lobbyistes.

Tendance CLAIRE,
19 février 2017

ANALYSES

Communisme contre productivisme



Le capitalisme s'annonce comme une immense accumulation de marchandises... En se battant chacun contre les autres pour faire du profit, les capitalistes ont engendré un système qui a fait exploser les capacités de production. Mais cette production devient un tyran, une source d'aliénation : elle vampirise le sang et la sueur de millions d'hommes et de femmes, puis elle leur vomit dessus une avalanche de marchandises plus ou moins

utiles... ou nocives ! Quant à l'effet désastreux sur l'écosystème mondial, il n'est plus à démontrer. Que faire ?

Un moteur aveugle

Le « PIB par terrien » n'a fait quasiment qu'augmenter en permanence. Pourtant, le moins que l'on puisse dire est que cela n'a pas conduit à un « harmonieux progrès de l'humanité ».

D'une part, d'innombrables vies de travailleurs-ses ont été sacrifiées, et sont toujours sacrifiées physiquement partout où les exploité-e-s n'ont pas établi un minimum de rapport de forces pour obtenir un peu de ce qu'ils/elles produisent...

D'autre part, le moteur vient fatallement s'enrayer périodiquement, rejetant au chômage les une-s et pressurant les autres. Dans un pays comme la France, où la

production par habitant a triplé depuis 1960 malgré l'apparition d'un chômage de masse, on nous dit qu'il faudrait travailler plus ! Et depuis la crise de 2008, la moitié de la population voit même son « niveau de vie » baisser.

Enfin, le « niveau de vie » ne fait pas la qualité de vie. Les capitalistes prétendent répondre aux besoins par des biens matériels, quand il est rentable pour eux de les produire (dans ce cas

ils savent même créer ces besoins...). Mais dans le même temps des pans entiers du cadre de vie sont laminés : casse de la santé, de l'éducation, crise du logement, temps passé dans les transports, malbouffe, mais aussi concurrence entre salarié-e-s, stress, détresse sociale... L'aliénation vécue dans le travail et l'atomisation nous poussent à chercher des palliatifs dans la consommation. D'une certaine manière, la façon dont nous

occupons notre temps hors travail n'est pas "libre" mais déterminée par le système. Le capitalisme engendre le consumérisme, la dépossession de nos vies, l'impossibilité de développer et d'exprimer nos capacités.

La « gauche » d'aujourd'hui n'a pourtant que la « relance de la croissance » comme horizon, ce qui montre qu'elle se place totalement sur le terrain du capitalisme.

La croissance et ses crises

La croissance, c'est en termes marxistes l'accumulation de capital. Marx a montré que le fait même d'accumuler du capital engendre une tendance à la baisse du taux de profit. En clair, il est de moins en moins rentable d'investir pour ouvrir de nouvelles entreprises, exploiter d'autres salarié-e-s... Pour garder un taux de profit élevé, les capitalistes peuvent alors augmenter... le taux d'exploitation. Mais ils ne peuvent évidemment pas tirer à l'infini sur cette corde. La rentabilité est alors recherchée dans la spéculation (et les bulles finissent par éclater) ou soutenue par l'endettement public (mais les contribuables chômeurs ou surexploités ne sont pas inépuisables non plus). Quoi qu'il en soit, la croissance capitaliste débouche toujours sur une crise.

Un moteur polluant

Pour compléter le tableau, le fonctionnement du capitalisme est écologiquement suicidaire¹. Les activités humaines ont toujours eu des impacts sur les milieux naturels. Mais sous le capitalisme, l'ampleur est sans précédent, alors que notre connaissance de ces impacts est chaque jour plus précise. Certaines réglementations ont aidé à empêcher des pollutions locales trop visibles, mais au moins un problème structurel perdure : la hausse des rejets de gaz à effet de serre qui

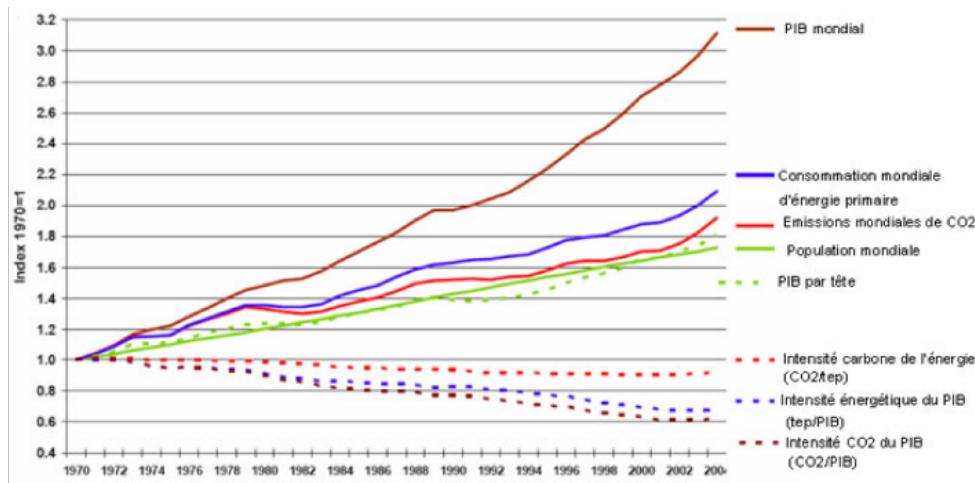
causent le dérèglement climatique, et le gaspillage de ressources non renouvelables.

Des apôtres du capitalisme vert nous promettent que la croissance capitaliste va peu à peu se faire vertueuse, en se "dématérialisant". En clair, produire une même quantité de richesses consommerait de moins en moins de ressources. A priori ce n'est pas totalement idiot, car certaines améliorations vont dans ce sens (efficacité énergétique, recyclage, énergies renouvelables...). On peut par exemple observer l'intensité énergétique (énergie consommée pour 1 point

de PIB supplémentaire), qui a notablement diminué ces 40 dernières années, ou encore l'intensité matérielle (quantité de matières premières pour 1 point de PIB) qui a diminué de 50% depuis 1980.

Seulement, ces améliorations sont insuffisantes. Non seulement il y a de gros freins sur les améliorations d'efficacité possibles, mais surtout le volume de la production et des échanges augmente de façon tellement rapide qu'il contrebalance totalement cet effet. Selon toute évidence, chercher une solution purement technique serait une impasse.

1. Voir notre article Le capitalisme implique structurellement gaspillage, pollution et désastre écologique



Source : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-grenelle/jancovici-complts.pdf>

Vive la récession ?

On l'a vu, la panne de la croissance capitaliste a des effets anti-sociaux. Est-ce qu'au moins elle stoppe la gabegie écologique ? C'est loin d'être évident. Le ralentissement de la croissance a paradoxalement aussi de nombreux effets néfastes : en cherchant à rehausser leur rentabilité, les capitalistes sous-investissent (rendant encore plus polluantes et dangereuses certaines industries), externalisent et délocalisent (augmentant les déplacements)... En clair, on ne doit rien attendre de bon du capitalisme, que son moteur s'emballe ou qu'il crachote. Pour que l'humanité ait un avenir, il faut qu'elle maîtrise enfin sa production et toute l'organisation sociale qui est basée dessus. Exproprier les entreprises, les usines, les transports, la distribution... ce n'est pas une rengaine marxiste poussiéreuse, c'est une condition nécessaire !

Sortir du productivisme

A l'issue de la révolution socialiste il y aurait de très nombreux chantiers à lancer : dans la santé, l'éducation, la culture, la rationalisation de la production, la reconversion des énergies du passé... Sans oublier l'immense majorité des pays du monde qui ont besoin de développement des réseaux d'eau potable, d'une agriculture de subsistance et durable, de l'électrification... Il est donc assez difficile de dire si le résultat global serait une croissance ou une décroissance du PIB, en tout cas dans un premier temps. Mais ce qui est certain, c'est qu'une décroissance drastique de la consommation d'énergie et de ressources naturelles est nécessaire, et que cela pourra et devra passer par une baisse du PIB dans les pays industrialisés.

Ce qui est certain aussi, c'est que le fétichisme du PIB s'effondrerait, parce qu'il serait réduit à une simple mesure (après une vraie remise à plat tout de même). Il n'aurait plus cette apparence de divinité qui fait la pluie (acide) et

le beau temps (pour certains), les « créations d'emplois » et les rejets de CO₂. Les travailleurs/ses n'auraient plus que l'équation entre leurs besoins et l'écologie à résoudre, sans le parasitisme capitaliste et le chantage aux emplois².

Or cette révolution rendrait immédiatement possible de profonds changements, qui permettraient certainement une décroissance de la consommation d'énergie et de ressources naturelles. Pour reprendre les indicateurs utilisés plus haut, on peut distinguer plusieurs effets majeurs :

– **Réduction drastique de « l'intensité énergétique » (énergie nécessaire à la production).** Les entreprises sont situées un peu n'importe où, selon les décisions qu'ont prises les patrons chacun de son côté sous la pression du marché : loyers moins chers ici, travailleurs moins payés là-bas... Par exemple beaucoup d'entreprises françaises se sont installées en pleine campagne dans les années 1960, pour fuir les bastions syndicaux urbains.

2. En revanche l'histoire du stalinisme et de son stakhanovisme a montré qu'il ne suffit pas que les moyens de production soient « étatisés » pour mettre fin au productivisme : il faut aussi que les travailleurs/ses eux-mêmes maîtrisent et décident ce qu'ils/elles font, et commet ils/elles le font.

Tant pis si cela génère des transports routiers dans tous les sens. Et surtout, la concurrence engendre pour un même type de produit des entreprises en double, triple... C'est tout l'inverse que l'on pourra faire : regrouper les lieux de production près de grands axes de transports pour réduire le nombre de camions (rail, fluvial...). Et plus généralement, la consommation d'énergie pour les transports pourra être énormément réduite : par un parc de logements socialisés permettant à chacun d'habiter où il souhaite, par une politique volontariste de développement des transports en commun pour pouvoir faire le maximum de déplacements sans voiture... Pour le chauffage, on pourra débloquer tous les moyens nécessaires à l'isolation des bâtiments, développer massivement les réseaux de chaleur... Il n'y aura plus de raison non plus de produire des appareils économes et des appareils énergivores : la qualité pour tou-te-s !

— **Réduction drastique de « l'intensité matérielle » (ressources consommées pour produire).** Les travailleurs-ses pourraient réaliser cette « société du recyclage » dont les capitalistes parlent beaucoup, en le prévoyant dès la conception des produits, avec des compositions et des structures connues publiquement, des filières planifiées... Surtout, avec la même

logique, c'est la réparabilité qui pourrait être re-développée sur une base industrielle (pièces détachées compatibles...). Et avant tout recyclage énergivore, la réutilisation pourrait prendre de l'ampleur (consignes...). Encore plus en amont : la fin de la course au profit stoppera le fléau de l'obsolescence des produits. Et ce qui réduit l'intensité matérielle réduit aussi l'intensité énergétique évoquée ci-dessus, vu que toute transformation de matière demande de l'énergie.

— **Réduction drastique de « l'intensité carbone » (CO₂ rejeté par la production d'énergie).** En parallèle de cette fin du gaspillage systématique d'énergie, le restant d'énergie à produire pourra être rapidement porté à 100% d'énergies renouvelables. Solaire thermique / photovoltaïque, géothermie, éolien, hydraulique, biomasse... Ce ne sont pas les solutions qui manquent, mais les investissements.

Pour certaines de ces pistes, les écologistes capitalistes montrent leur impuissance quand ils essaient d'aller dans le même sens, par de timides incitations ou taxes (qui ont presque toujours un effet antisocial). Les travailleurs/ses ne doivent pas chercher à « inciter » les capitalistes, mais décider eux-mêmes !

De ce simple fait, certaines dépenses pourront être purement

supprimées. On peut penser à des secteurs entiers comme les armes et la publicité, mais aussi à de nombreux intermédiaires comme les grossistes, courtiers, agents immobiliers, traders... qui ne sont plus nécessaires si l'économie est planifiée.

La population d'aujourd'hui est consommatrice mais n'a pas du tout l'impression d'être productrice. La population affranchie aurait enfin une vision rendue globale, elle saurait précisément ce que coûtent les richesses, en termes écologiques, mais aussi en termes de travail ! L'équation reviendrait dans beaucoup de cas à « produire telle quantité ou travailler moins et profiter d'un meilleur environnement » ? La question écologique serait de fait une part essentielle des questions démocratiques, et la démocratie (socialiste) apporterait une grande partie de la réponse.

Cet ensemble de bouleversements de la sphère économique est déjà en lui-même une urgence pour en finir avec les catastrophes qu'engendre le capitalisme. Mais on ne peut pas penser un instant que cela ne transformera pas aussi les mentalités, les habitudes, les modes de vie. Le socialisme est aussi la voie vers la fin de l'aliénation : si l'humanité a la maîtrise de sa propre force, sans exploitation de classe, cela ne peut que transformer profondément son rapport à la nature.

Ernest Everhard,
le 19 octobre 2013

ANALYSES

Un compte rendu des journées d'été des amis de la confédération paysanne



Au Cun du Larzac, lieu mythique des luttes des années 70 se sont tenues entre le 17 au 21 juillet les journées d'été des *Amis de la confédération paysanne*¹. Pour les militants anti-capitalistes citadins, l'intérêt de mieux connaître le monde paysan est évident dans une perspective de convergence des luttes, à l'heure des combats écologiques contre les bétonneurs de Notre Dame des Landes, contre les empoisonneurs comme Monsanto (OGM, pesticides), et contre les crimes de l'industrie agro-alimentaire et (famines, souffrance animale, réchauffement climatique).

Un débat emblématique pour commencer : quel accueil réserver à un ministre « socialiste » ?

La matinée du jeudi 18 juillet a lieu un épisode inattendu et particulièrement intéressant politiquement. Le hasard du calendrier a voulu que cette date soit justement celle de la venue, sur le site même des journées d'été, du ministre de l'agriculture Le Foll pour la cérémonie de prolongation d'un bail d'une partie des exploitations agricoles des terres du Larzac au profit de la SCTL². Cette décision du gouvernement, pour une fois écologique (quoiqu'en l'occurrence semble-t-il peu coûteuse), tout le monde présent aux journées d'été

(conf paysanne et amis de la conf) s'en réjouissait. En revanche, les avis divergeaient sur l'attitude à résérer au ministre, certains ne voulant pas offrir au gouvernement l'occasion de réussir une opération de com... et tenter notamment de faire oublier sa politique concernant le projet fort peu écologique d'aéroport de Notre Dame des Landes.

Alors que la partie majoritaire des présents de la confédération paysanne avait accepté de participer à la cérémonie, une poignée de manifestants (principalement des zadistes aveyronnais, accompagnés de quelques syndicalistes minoritaires de la Confédération Paysanne ainsi que d'au moins un militant NPA local ayant sorti une ban-

1. La Confédération Paysanne (CP) est un syndicat agricole. Ne peuvent en être membres que les paysans. En revanche, les Amis de la Confédération Paysanne est une association ouverte à la fois aux ruraux et aux urbains, et dédiée la promotion « d'une agriculture respectueuse des hommes et de la Nature » (<http://www.lesamisdelaconf.org>). La confédération paysanne compte environ 7000 membres (15000 selon Wikipedia http://fr.wikipedia.org/wiki/Confédération_paysanne); les amis de la conf', qui fêtent leur 10 ans d'existence, environ 1000.

2. Société civile des Terres du Larzac

derole pour l'occasion) décidèrent de perturber ladite cérémonie, bloquant même la route et obligeant le Foll à déguerpir sans gloire par un chemin de terre.

A la suite de quoi, un débat improvisé eut lieu le midi lors du déjeuner rassemblant la soixantaine de participants des journées des amis de la confédération paysanne. Un des initiateurs de la manifestation « sauvage » minoritaire, non membre de la confédération paysanne, demanda la parole pour expliquer ses motivations : non, on ne peut se contenter d'applaudir sagement un ministre, cautionnant par-là implicitement la politique du gouvernement. Les réactions exprimées montrent des avis très partagés ; beaucoup quoique critiques envers le gouvernement, estimant, à l'instar de José Bové, que perturber la cérémonie n'était « *pas très correct* »³.

La question du rapport aux institutions et de leurs représentants traversera, en filigrane, tous les débats qui suivirent les jours suivants.

Des constats justes mais pas de perspectives hors du capitalisme

Lors des ateliers des journées d'été, les constats posés étaient très intéressants. Globalement le caractère criminel du capitalisme, même s'il n'est malheureusement pas toujours nommé explicitement, est peu contesté. Le bât blesse concernant les solutions proposées : qu'elles visent, dans le cadre des institutions, à adoucir les règles de l'économie de marché, ou qu'elles entretiennent l'illusion de

possibilité de circuits économiques parallèles.

L'action parlementaire

Un des premiers ateliers des journées avait pour thème la PAC (Politique Agricole Commune), dont la réforme pour la période 2014-2020 a été récemment décidée par la Commission Européenne à Bruxelles⁴. Depuis 1962, la PAC est un des plus importants chantiers politiques de l'UE. Le bilan est calamiteux : productivisme, vision technocratique, système de subventions favorisant les grosses entreprises au détriment des petits exploitants. Face à cela, la confédération paysanne revendique une réforme donnant « *enfin le premier rôle à l'emploi et aux territoires* »⁵. Ce faisant la CP inscrit son discours dans le cadre des institutions et du capitalisme. Cette limite se retrouvait dans les débats des journées d'été : l'essentiel du temps était consacré à des explications techniques.

Que la CP, en tant que syndicat, cherche par la négociation avec le pouvoir à obtenir des avancées non révolutionnaires est une chose. Mais cela ne devrait pas impliquer la renonciation à une perspective « hors système ». Une partie des discussions ont porté sur ce point. Michel Dupont, assistant parlementaire de Jové Bové dans son travail de député européen, a décrit de façon très intéressante comment certaines batailles ont pu être moins menées parfois avec succès. Ainsi par exemple le travail salutaire d'information sur les OGM⁶ et la dénonciation du lobbying de Monsanto. Ou encore les

modalités prévu pour les exceptions aux règles de la sacro-sainte concurrence. Au final ce sont des votes arrachés au parlement. Ce ne sont certes pas là des résultats dérisoires... mais le risque existe qu'au nom du réalisme, la lutte contre le système se cantonne au terrain institutionnel.

De fait, de façon symptomatique, l'association *Envie de Paysans*, omniprésente durant les journées d'été, propose comme mode d'action l'envoi de courrier aux députés, pour faire pression les convaincre des vertus de l'agriculture paysanne. Plus généralement, le discours d'une partie des animateurs d'*Envie de Paysans* met en avant la perspective de « mobilisations citoyennes », dans un registre angélique étranger à l'idée de lutte, où l'analyse de classes⁷ et la nécessité d'affrontement avec le pouvoir sont absentes.

Le contraste entre l'importance des enjeux agricoles et la faiblesse des moyens est frappant, car par ailleurs de nombreux constats étaient bien posés (partout dans le monde, famine, expropriation des paysans, absence de contrôle des populations sur le contenu des assiettes).

Bien sûr, beaucoup des présents membres des Amis de la CP, vieux militants, ont connu les folles années 70 et les discussions politiques sur « réforme ou révolution ? ». Mais la question est toujours d'actualité ! Il est dommage qu'elle ait été si peu présente.

Plus récemment – mais c'est peut-être une impression subjective – il semble qu'aux alentours de l'année 2000, au moment des grands rassemblements altermon-

3. « Et la manifestation alors ? Par rapport à la signature du bail, c'est un non-événement, tranche Bové. Mais ce n'est pas très correct. » <http://www.midilibre.fr/2013/07/19/manifester-ou-pas-divergences-sur-le-larzac,736365.php>

4. Tout est à nous s'en est fait écho dans le n° du 18 juillet, cf. <http://www.npa2009.org/node/38228>

5. <http://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=1781>

6. A ce propos lire les dossiers d'Inf'OGM – veillle citoyenne <http://www.infogm.org>

7. Le terme de « société civile » a été très utilisé par différents intervenants.

dialistes, José Bové, alors porte-parole de la CP, tenait des discours plus radicaux qu'aujourd'hui (P.ex., même si ce n'était pas la panacée, le slogan « un autre monde est possible » avait quand même le mérite d'appeler un changement de système).

Les batailles juridiques

De façon en partie similaire, plusieurs exposés dénonçant l'acaparement généralisé des terres faisaient une part importante aux moyens juridiques de contrecarrer les plans des bétonneurs. Quelles astuces pour réussir une occupation et retarder les demandes d'expulsion ? Quels types de terrains demander aux pouvoir publics pour éviter les opérations immobilières, et quels délais imposés par la loi pour les changements de classements, entre « constructible », « zone à urbaniser » et « protégé » ?

A Notre Dame des Landes contre Vinci comme à la ferme des Bouillons contre la société immobilière d'Auchan, l'utilité de ces connaissances est démontrée. Négliger cet aspect du militantisme pour ne parler « abstraitemen t » que de révolution serait stupide... simplement il faut faire les deux !

Car paradoxalement, quand bien même l'État permettrait de gagner les batailles juridiques en question, en vérité la bourgeoisie n'aurait pas lieu de s'en plaindre si en dernière analyse ces victoires signifiaient la sauvegarde de la paix

sociale et le maintien de la lutte sur le terrain non-révolutionnaire.

Les recherches alternatives de contournement du capitalisme

Pour le soutien à l'agriculture paysanne, plusieurs militants proposent de réformer la PAC et à aménager le capitalisme. Parallèlement, se manifeste fortement l'espoir de développer « commerce équitable ». Mais ses possibilités d'extension sont limitées, et la reconnaissance de ce fait nécessite parfois une discussion à mener. Par ailleurs, plusieurs intervenants ont tiré de façon très honnête des bilans négatifs de certaines coopératives qui muées avec le temps en entreprises capitalistes banales. Leurs dirigeants peuvent se bureaucratiser, perdre l'esprit original, et finir par ne plus raisonner qu'en termes de rentabilité et d'augmentation d'activité. Ainsi par exemple, semble-t-il, de Bio-coop, actuellement premier réseau de magasins bio en France.

Certains prônent le développement de circuits économiques parallèles où le producteur-paysan échangerait directement avec le consommateur-citoyen. L'évitement de l'intermédiaire du distributeur permettant ainsi une rémunération juste du paysan. Éventuellement ce type de mécanisme intégrerait des monnaies locales.

Mais ce type de solutions, si elles peuvent encourager des rapports de solidarité locaux, restent sous la pression du système qui les maintient toujours dans la mar-

ginalité. Tant que le pouvoir restera aux mains des capitalistes, il ne pourra y avoir à large échelle de contrôle sur l'agriculture et sur nos assiettes.

Conclusion

Les quelques remarques critiques qui viennent d'être formulées ne saurait faire oublier les nombreuses qualités des Amis de la CP. Le souci de lier question sociale et écologique est constant dans leurs réflexions. De même que la conscience de la nécessité de tisser des liens avec les paysans du monde entier : la coordination au sein du mouvement Via Campesina (la « voie paysanne » en espagnol) est salutaire et mérite d'être soutenue. Un militant malien invité a ainsi pu décrire les difficultés des paysans expropriés de son pays.

L'objectif des Amis de la Confédération Paysanne – faire le lien entre les paysans et les autres travailleurs – correspond au projet de construction du parti de l'Internationale : « Ouvriers, Paysans, nous sommes le grand parti des travailleurs... ».

Du reste, aux journées d'été étaient présents plusieurs ex-militants du NPA déçus, toujours désireux de combattre le capitalisme mais à présent orphelin de parti. Que les lieux comme les rassemblements des amis de la CP puissent servir au regroupement des forces, et à la convergence révolutionnaire des luttes !

Cyubov Gurina,
le 20 août 2013

ANALYSES

Le capitalisme implique structurellement gaspillage, pollution et désastre écologique

Le capitalisme, c'est le désastre écologique permanent. Chaque instant, ce sont des quantités inouïes d'énergie gaspillées, d'eaux, de terres et d'atmosphère polluées, de biodiversité détruite. C'est aussi la mise en danger permanente de pans entiers de la vie humaine et animale par des prises de risques insensées (Nucléaire, OGM, etc). Le fonctionnement écologiquement désastreux du capitalisme est inévitable car il est structurel. Au moins deux principes essentiels sont invariants et doivent être analysés : l'impératif de profit et la concurrence¹.

L'impératif de profit

« Faire toujours plus de profits. » : c'est la caractéristique la plus immédiate du capitalisme, qui est bien souvent source de véritables scandales.

Publicité

Le capitalisme a un besoin structurel de la publicité. Pour encourager les ventes, bien sûr. Mais aussi et parfois surtout comme moyen de contrôle de la ligne éditoriale du média à qui l'on achète l'espace publicitaire. Il est ainsi évident, par exemple, que les dizaines de millions d'euros avec lesquels EDF arrose la presse depuis

des années, à une époque où l'entreprise était en situation de monopole, sert à acheter la ligne éditoriale (et non pas à inciter les consommateurs à gaspiller encore plus d'électricité!). Quand par accident un journal comme *La Tribune* s'aventure à publier des éléments critiques contre l'EPR, la sanction tombe : EDF supprime le budget² (soit dit en passant, ce n'est certainement pas la seule explication, mais il est intéressant de constater que depuis *La Tribune* a été contraint d'abandonner sa version papier...). De même, impossible pour la plupart des médias, de publier le moindre article de réflexion sur la pollution automobile alors que foisonnent photos publicitaire de tous les constructeurs à chaque détour de page. Résultat : un nombre important d'hebdomadaires et de mensuels ne sont à quasiment 50% que de simples prospectus.

Dans tous les cas, la publicité entraîne une augmentation effrénée de la consommation de ressources, des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de déchets plus ou moins polluants.

Ce n'est pas pour rien que la publicité est si peu aimée, même bien au-delà des activistes qui attaquent les panneaux³. Elle est comme une voix omniprésente du capital qui nous interpelle en per-

manence, dont le seul but est d'exercer une forme plus ou moins tolérée de manipulation. On se souvient qu'il y a quelques années, le sympathique Patrick Le Lay, ex-PDG de TF1, était passé à la postérité en déclarant avec un cynisme incroyable vendre 'du temps de cervaux disponible'.

Mais sans même parler des effets psychologiques, l'invasion des publicités est une débauche de surconsommation à chaque instant : éclairage des vitrines toute la nuit, impression, transport et collage d'affiches, encarts dans les journaux, tournage de clips vidéo... En France, selon l'Ademe, les dépenses publicitaires ne représentent pas moins de 30 milliards d'euros par an, et 17 kg par habitant de prospectus distribué dans les boîtes aux lettres⁴.

On peut évoquer aussi le cas des affiches motorisées (il arrive même qu'une affiche laisse place... à la même affiche!). Malheureusement il semble qu'il n'y ait pas d'étude globale sur le coût énergétique de la publicité. Reste alors à extrapoler, sachant qu'en région parisienne, les panneaux éclairés équivaudraient à la consommation électrique de plus de 100 000 personnes⁵.

Alors quand la publicité se met au « greenwashing », il y a de quoi voir rouge⁶...

1. Nous nous limitons ici à ces deux aspects. La séparation producteur / consommateur, l'absence générale de pouvoir des travailleurs/ses dans les prises de décision, l'aliénation de la société de consommation, notamment, sont des causes structurelles qui doivent également être développées.

2. *La Décroissance* n°95, décembre 2012-janvier 2013, p. 8.

3. En France "Casseurs de pub" qui édite le mensuel *La Décroissance*, et RAP (Résistance à l'Aggression Publicitaire)

4. Agence de l'environnement et de la maîtrise (sic) de l'énergie, cité par *La Décroissance* n°95, p. 3.

5. Site web d'Enerzine, <http://www.enerzine.com/14/13427+consommation-electrique---le-secteur-de-la-publicite-epingle+.html>

6. Un florilège sur http://saison1.lalliance.fr/xmedia/atelier_BVP/publicites.html

Le capitalisme nuit gravement à la santé

Sacrifice des mesures de sécurité et acceptation criminelle des catastrophes

A chaque fois qu'une usine chimique explose, qu'un navire pétrolier sombre, qu'un incident nucléaire ou une infection alimentaire est signalé... cela met en lumière l'immense danger intrinsèque des industries impliquées, mais aussi la désinvolture avec laquelle ces industries traitent ce danger.

Cela devient malheureusement banal de dire que les industriels font du profit en réduisant la sécurité. C'est même pire que ce que l'on imagine : les capitalistes font parfois simplement le calcul de ne faire aucune prévention et de tolérer un risque parfaitement connu...

Dans le transport maritime, cela se traduit par exemple par les marées noires : à la fois les accidents (navires-poubelles, marins en sous-effectifs et épousés par des temps de veille trop longs, pression pour sous-estimer les risques de tempête...) et les déballastages sauvages (qui représentent autant sinon plus de rejets d'hydrocarbures) pour éviter de payer au port.

Dans l'industrie nucléaire, on peut parler de l'absurdité des centrales construites en zone sismique (Fukushima...), qui ajoute encore au risque insensé constitué par l'existence même de ce mode de production, mais aussi de l'hypocrisie de la « sécurité à la française » : des règles de sécurité pré-tendument strictes... qui ne s'appliquent même pas aux intérimaires de la sous-traitance.

Contrairement à la CGT, nous sommes au NPA pour la sortie du nucléaire (avec un plan en 10 ans maximum). Mais nous sommes solidaires des luttes des travailleurs/ses contre le mépris de la sécurité publique.

Flux-tendu, sous-traitance et délocalisations

Ces dernières décennies ont vu la généralisation du flux-tendu : pour maximiser le rendement du capital, les stocks sont limités au maximum, et les transports doivent donc être le plus flexibles possibles.

C'est une tendance de fond qui fait que le capitalisme délaisse quand il le peut les moyens de transport « lourds » (bateaux, péniches, trains...) et favorise les camions. De cette façon, les trajets sont adaptés au plus près de la demande, qui elle fluctue selon la volatilité des marchés... Ainsi en Europe ces 30 dernières années, on a construit 1 200 km de routes par an et supprimé 600 km de lignes de chemin de fer.

Dans beaucoup d'entreprises industrielles, pour minimiser les risques de pertes conjoncturelles, pour rechercher des économies avec des salaires plus bas, des étapes entières de la production ont été sous-traitées. La même logique s'impose à la marchandise « force de travail » : les patrons ont externalisé de nombreux postes (agents d'entretien, de maintenance...), pour ne plus avoir à embaucher et ne payer qu'au service. Dans tous les cas, cela engendre des déplacements, et donc des émissions de GES évitables...

Les délocalisations ne sont qu'une prolongation de ce mouvement. On cite souvent des exemples de marchandises types qui font plusieurs fois le tour de la Terre au cours de leur production, comme un jean qui peut parcourir jusqu'à 65 000 km avant d'être vendu.

Certaines étapes impliquent nécessairement des transports (le coton n'est pas cultivable partout), mais il n'y a que la logique de profit capitaliste qui impose que le coton soit filé en Turquie, teint en Bulgarie, que la toile soit tissée à Taiwan, que le jean soit assemblé avec boutons et rivets en Tunisie... La mondialisation des échanges a rendu les peuples interdépendants et donné un intérêt commun au prolétariat mondial. Mais actuellement elle est un processus aveugle, qui a ses effets chaotiques, et qui ne donne aux travailleurs du monde aucune prise sur le fruit de leur travail. Ce n'est donc pas forcément « réactionnaire » d'envisager des relocalisations de productions, contrairement à ce qu'affirme régulièrement Lutte ouvrière.

Le niveau global de pollution n'est pas la simple conséquence de « la croissance ». Au début des années 1990, les exportations mondiales de produits manufacturés ont augmenté plus rapidement qu'auparavant, tandis que le taux de croissance du PIB mondial diminuait. En clair, même avec moins de croissance, le capitalisme pollue toujours plus. Sachant que la croissance capitaliste contient nombre de secteurs à supprimer (armement, publicité...) ou à rationaliser (fin de l'obsolescence programmée, moins d'aliénation consumériste...), on peut envisager une baisse drastique de l'impact environnemental tout en satisfaisant les besoins de l'humanité.

Baisse des investissements

Depuis les années 1980, le capitalisme est englué dans une sur-accumulation : trop peu de profit est extorqué par rapport à la masse de capital investi. A noter que c'est pour contrebalancer cette baisse que les entreprises ont accru la sous-traitance, le flux-tendu...

Mais une autre conséquence majeure est la tendance à la baisse des investissements productifs. Les innovations sont moins stimulées, et surtout, des innovations déjà réalisées ne sont que très lentement généralisées.

Il ne s'agit bien sûr pas de dire que les « innovations » des capitalistes sont par nature « progressistes et écologiques ». Mais voir que les investissements sont de moins en moins rentables pour les capitalistes permet de comprendre pourquoi le « capitalisme vert » est si lent à se développer. On ne peut pas nier qu'il y a des cas où le profit conduit certains capitalistes à aller dans un sens plus environnemental, mais même cette tendance est limitée par un facteur interne. Il est d'ailleurs notable qu'en Chine, où les investissements ont été plus forts qu'ailleurs, l'intensité énergétique a été divisée par 4 entre 1971

et 2006, tandis qu'elle augmentait de 25% en Afrique.

Hormis les nouvelles usines ou branches de production, l'appareil industriel est partout vieilli, ce qui a des conséquences sur la sécurité comme sur l'efficacité et donc sur la consommation d'énergie et de ressources. Aux États-Unis, certaines raffineries ont plus de 70 ans comme celle qui a explosé au Texas en 2005, qui n'était quasiment plus entretenue.

Dans de nombreux cas, une option moins néfaste écologiquement pourrait être rentable, mais les investissements ne sont pas réalisés. Le rendement des machines à vapeur (utilisées par exemple en géothermie) est en moyenne de 40%, alors qu'on peut, en investissant, le porter à 60%. Avec des systèmes de goutte à goutte, on peut économiser l'eau et par là même éviter les problèmes de salinité qui touchent

20% des cultures irriguées.

Dans le domaine de l'énergie, les énergies renouvelables ne souffrent pas tant du fait qu'elles ne seraient pas rentables, mais que les 25 géants du gaz, du pétrole ou du charbon n'ont aucune envie d'investir massivement pour changer de cap et voir ainsi leur bilan financier nettement dégradé face à leurs concurrents...

Concurrence contre planification

Tous ces méfaits du capital cités proviennent assez directement de la quête de maximisation du profit. Mais il faut également mettre l'accent sur une autre caractéristique du capitalisme : la concurrence⁷. Elle génère un gâchis d'énergie, de ressources (et de temps de travail !) qui est très difficilement estimable mais qui est en réalité probablement le principal problème.



7. La séparation entre chapitres « profit » et « concurrence » n'est qu'un changement de point de vue sur le même système – ce règne de la « concurrence pour le profit ».

Production désordonnée

Pour chaque domaine de la production, il y a différentes entreprises qui ont chacune leurs locaux, leurs machines, leurs fournisseurs, leurs sous-traitants... pour produire les mêmes marchandises (ou presque). La centralisation du capital limite un peu ce phénomène, mais il y a néanmoins de quoi générer de monumentales absurdités.

Ainsi deux sociétés privées (Iridium et Globalstar) ont envoyé chacune des dizaines de satellites pour assurer deux couvertures du globe concurrentes. Idem avec les différents réseaux d'opérateurs de téléphonie mobile (France Telecom, Bouygues, SFR en France). Dans les supermarchés, les très nombreuses marques différentes sont loin d'être toujours justifiées par la « variété de choix ». Parfois la différence n'est que dans le prix, parfois (notamment pour les aliments...) elle est dans la qualité et le risque encouru, ce qui deviendrait impensable dans la société sans classe pour laquelle nous nous battons.

La concurrence dans les réseaux d'électricité ou dans le transport ferroviaire est une source d'in efficacité globale (des coupures, des trains ou des machines à redémarrer...). De même, avoir plusieurs opérateurs d'internet haut débit nécessite des installations supplémentaires (dégroupage). Les différentes banques, assurances, agences immobilières... sont plus une source de perte de temps qu'autre chose. Et le simple fait de passer d'un numéro unique de renseignements (12) à plusieurs (118 xxx...) multiplie les standards

téléphoniques, les appareils à acheter...

Transport absurde des marchandises

Au niveau des transports, le capitalisme a construit une toile d'araignée mondiale sans logique d'ensemble. Pour ne prendre que quelques exemples⁸ :

- Les États-Unis, riches en bois, importent des allumettes du Japon, qui pille les forêts indonésiennes, tandis que le Japon importe des baguettes des États-Unis.
- Chaque année, 60 000 tonnes de poulets sont importées par le Royaume-Uni depuis les Pays-Bas, tandis que les Pays-Bas importent, eux, 30 000 tonnes de poulets britanniques qui voyagent dans l'autre sens.
- Lors de l'accident du tunnel sous le Mont-Blanc, l'un des poids lourds en cause rameait vers l'Europe du Nord des pommes de terre qui s'étaient faites transformer en chips en Italie, tandis qu'on transportait du papier hygiénique dans les deux sens !
- Au fil des fusions et des rachats de sous-traitants dans l'industrie automobile, des pièces de moteurs ont pu venir du Brésil ou des États-Unis pour être assemblées en Europe sur des véhicules Renault ou Volkswagen, tandis que des pièces équivalentes traversaient l'Océan Atlantique dans l'autre sens pour être montées sur des véhicules Mack, Ford ou General Motors.

– On peut trouver à Pointe-à-Pitre des oranges venues d'Afrique du Sud, après avoir transité parfois par Rungis, alors qu'on en cultive en Amérique Centrale ou dans la proche Floride...

L'effet de la sous-traitance et des externalisations évoqué plus haut augmente les imports-exports, mais la concurrence capitaliste elle-même est le problème structurel. La planification pourrait au contraire rationaliser drastiquement les transports : rapprocher usines et voix ferrées ou fluviales, trouver le bon équilibre entre concentration (économies d'échelle) et limitation des transports...

Autres effets indirects de la concurrence

La concurrence n'engendre pas seulement une gabegie à l'étape de la production, mais aussi par toutes ses conséquences.

Par exemple, les multiples objets non compatibles entre eux (des câbles électroniques aux lames de rasoir) contribuent à la non-réparabilité et à l'obsolescence généralisées. Résultat : il n'y a que 20% des appareils (hors garantie) tombant en panne qui sont réparés. Certes, il y a aussi l'effet de la hausse du coût du travail par rapport à celui des marchandises – et la complexité technologique de ces marchandises – qui ruine les petits artisans qui se « débrouillaient » pour réparer. Mais une gestion socialisée de la réparation pourrait tout à fait être envisagée, en lien direct avec la production : pièces d'usure conçues pour pouvoir être changées facilement,

8. Cf article de Lutte ouvrière, <http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky-62/article/ecologie-nature-ravagee-planete-6363> ou le livre de Serge Latouche, Le pari de la décroissance <http://books.google.fr/books?id=FpkG6O7mVGAC>

schémas et notices techniques en libre diffusion, formation facilitée par la standardisation... Mais tout cela se heurte frontalement au capitalisme et notamment au secret commercial des concurrents.

La gestion des déchets est aussi rendue plus difficile : les constructeurs et les différentes entreprises du secteur des déchets se renvoient tous la responsabilité d'améliorer les procédés... Par exemple, le plastique est aujourd'hui très peu recyclé, principalement parce qu'il y a toutes sortes de compositions différentes, rendant le tri en déchetterie quasi-impossible. Concernant le verre, les pare-brise sont rarement recyclés, parce que le démontage varie et demande beaucoup de main-d'œuvre, dégagant finalement peu de marge.

Notons aussi que, sauf exceptions locales, le marché capitaliste a tué le système de consignes de bouteilles⁹.

On peut ajouter d'innombrables exemples qui peuvent paraître insignifiants, mais qui se déclinent dans chaque secteur avec au global un surcoût absurde... Il n'est pas rare qu'un fournisseur (de citernes, de bus...) doive repeindre son produit parce que tel client a redéfini le code couleur bien précis qui identifie sa marque.

Pour toutes les raisons survolées ci-dessus, le capitalisme semble bien être incapable de s'amender dans un sens écologique. Bien au contraire, ses tendances actuelles font peser sur nous d'immenses risques environnementaux et sanitaires entremêlés, plus dramatiques encore que

ceux qui font déjà des centaines de millions de victimes¹⁰. Il y a plus que matière à se révolter sur tous ces sujets. Pour ne parler que de l'aspect énergétique, ceux qui raisonnent dans le cadre bourgeois (sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production) estiment que l'on pourrait éviter le quart des émissions de CO2 actuelles par des économies¹¹. Jusqu'à quel point ce pourcentage pourrait-il s'élever si les travailleurs et travailleuses prenaient le contrôle de leurs entreprises, mettant fin au profit et à la concurrence ? Les écologistes que nous sommes veulent le savoir, en l'expérimentant à grande échelle !

Ernest Everhard,
le 3 janvier 2013

DÉCHETS

Ordures capitalistes : le recyclage



D'un côté, la société capitaliste a toujours besoin d'accumulation de capital pour fonctionner, ce qui engendre ce discours permanent sur la croissance tant attendue. De

l'autre, la plupart des politiciens finissent par admettre que la production actuelle engendre des surconsommations de ressources naturelles et des quantités astrono-

miques de déchets plus ou moins polluants.

La seule solution à cette contradiction, c'est une société du recyclage, dite « économie circulaire »,

9. Site web du CNIID, <http://www.cniid.org/Le-point-sur-La-consigne-des-bouteilles-1e,181>

10. Par exemple, « 326 catastrophes climatiques ont été enregistrées en moyenne chaque année entre 2000 et 2004 ; elles ont fait 262 millions de victimes – près de trois fois plus qu'entre 1980 et 1984 » (Source : rapport mondial du PNUD 2007/2008, cité par Daniel Tanuro, Rapport sur le changement climatique (<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=739>), Comité International de la IVe Internationale / Ecologie, Inprecor N° 551-552, juillet-août 2009).

11. 26% selon l'Agence Internationale de l'Énergie.

où les déchets deviennent à nouveau, indéfiniment, des matières premières. Ce principe est simple et rationnel. Mais dans le cadre du capitalisme, on peut soulever deux problèmes fondamentaux :

- En amont, la tendance productiviste inhérente au capitalisme engendre une quantité trop importante de déchets à traiter. Car même si le recyclage diminue l'empreinte écologique d'un produit, les procédés de recyclage eux-mêmes consomment de l'eau et de l'énergie.¹
- La concurrence et la logique de profit mettent de multiples obstacles au développement du recyclage.

Cet article revient sur ce deuxième point.

Vous avez dit « déchet ultime » ?

Le discours officiel est toujours révélateur. Les politiques publiques de ces dernières décennies ont mis en avant l'objectif de favoriser le recyclage, et de n'incinérer² ou mettre en décharge³ les déchets qu'en dernier recours. Cela a abouti à la notion de « déchet ultime », c'est-à-dire un déchet qui n'est « *plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment.* » (Article L 541-2-1 du Code de l'environnement)

Au détour de ces derniers mots, on voit que c'est la rentabilité capitaliste qui est intégrée au cœur de la définition de ce qui est recyclage et de ce qui ne l'est pas. Qui va décider qu'un déchet est « économiquement » recyclable ? C'est ben

sûr l'État, en fonction des différents lobbies qui touquent à sa porte. Les obstacles au recyclage sont bien plus économiques que techniques.

Par ailleurs, bien sûr que si l'on ne peut « techniquement » pas recycler un déchet, il n'est « pas recyclable » dans les conditions du moment (c'est une lapalisse). Mais on peut alors se demander : faut-il produire industriellement des biens qui génèrent des déchets qu'on ne sait pas encore recycler ? N'y-a-t-il pas des alternatives ? Là où le marché dirige la production, on ne peut pas poser démocratiquement ces questions.

La loi du marché

En général, « traiter » un déchet (incinérer, enterrer ou recycler) est moins rentable que produire du neuf (parce que le coût ne prend pas en compte toutes les « externalités » négatives de la pollution générée). C'est pour cela que les entreprises de traitement des déchets sont abondamment financées par nos impôts via l'État⁴. Bien entendu, elles ne se privent pas de dégager des marges confortables, en particulier dans les secteurs les plus « simples » et polluants, les décharges et incinérateurs. Ce sont les secteurs qui coûtent le moins, notamment du fait de la main d'œuvre réduite (le recyclage de 10 000 tonnes de déchets nécessite jusqu'à 205 emplois contre 20 à 40 emplois pour l'incinération et 10 emplois pour la mise en décharge). Ainsi un cabinet de conseil peut dire cyniquement que les professionnels « devront continuer à capitaliser sur leurs "vaches à lait", stockage en tête, mais également incinération ».⁵

Les changements technologiques peuvent permettre d'ouvrir de nouveaux débouchés aux déchets, en augmentant l'efficacité des procédés de recyclage et donc en diminuant leur coût. Mais rien ne garantit que ces changements technologiques correspondent aux priorités écologiques... Dans ce contexte, les gouvernements se contentent d'agir a posteriori pour favoriser le recyclage de déchets, par des incitations sur le marché. Cela passe, comme d'habitude, par des subventions massives pour que les investissements soient faits, et que les capitalistes n'aient plus qu'à tirer profit du nouveau secteur. La frontière du « déchet ultime » est donc mouvante.

Le polystyrène est recyclable, mais très peu recyclé en pratique parce que, composé à 98

Certes, une bonne partie des financements vient de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) : le taux d'imposition qui est doucement augmenté sur les décharges et les incinérateurs doit servir en même temps à désinciter leur utilisation et à financer les alternatives. Mais les industriels ne touchent pas à leurs profits et répercutent la taxe sur les collectivités. Ce sont donc les contribuables qui paient la transition.

Ce type de démarche qui repose sur l'utilisation du marché (bonus-malus...) pour réguler les déchets du marché, même lorsqu'elle aboutit à quelques progrès, reste très fragile et menacée... par un changement de conjoncture sur le marché. Par exemple, toute une filière de la « régénération » des huiles usagées s'est mise en place ces dernières an-

1. Voir par exemple Communisme contre productivisme <http://tendanceclaire.org/article.php?id=538>

2. Cf. Ordures capitalistes : les incinérateurs

3. Cf. Ordures capitalistes : les décharges

4. <http://competitivite.gouv.fr/toutes-les-actualites-du-site/actualite-573/economie-circulaire-recyclage-et-valorisation-des-dechets.html>

5. http://www.xerfi.fr/emailing/0SCO01_gestion_des_dechets.pdf

6. <http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=14780>

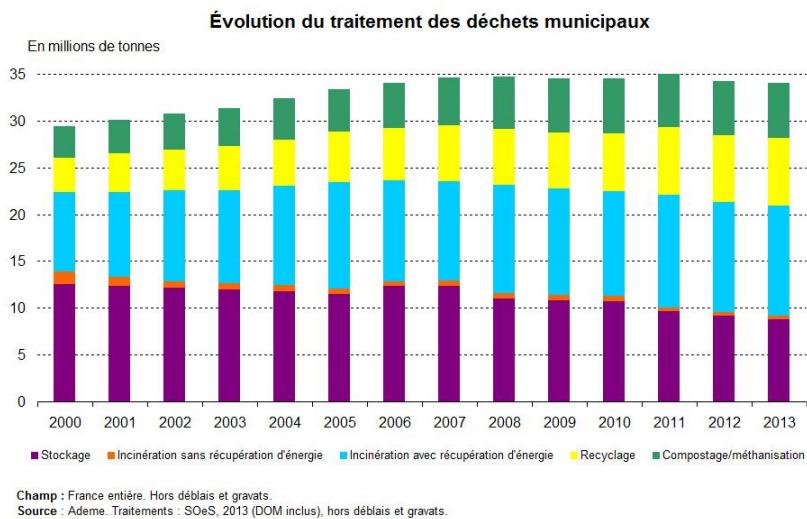
nées, qui était devenue rentable après avoir été subventionnée⁶, et se retrouve en faillite à cause du cours du pétrole « trop bas » (les huiles « neuves » produites à partir du pétrole se retrouvent moins chères que les huiles recyclées).⁷ De même le cours du pétrole bas rend le plastique recyclé nettement plus cher que le plastique « neuf », ce qui menace la filière.

Les objectifs sur mesure...

Beaucoup d'objectifs de recyclage fixés par le ministère de l'environnement ou fixés au niveau européen sont atteints ou presque atteints.⁸ Cela vient précisément du fait que ces objectifs sont coécrits par les syndicats patronaux des secteurs concernés. Étant donné que les compétences techniques (les ingénieurs, les bureaux d'études...) appartiennent essentiellement au secteur privé, et que le peu d'ingénierie publique est partout sur le déclin, le rôle de l'État se limite par

fois à celui d'une chambre d'enregistrement de ce qui est couramment pratiqué sur le marché, ou de ce qui est deviendra courant dans quelques années, à l'issue des recherches & développements en cours.

En attendant, on considère qu'il est normal de brûler ou enterrer autour de 30 millions de tonnes de déchets chaque année. Pour se donner meilleure conscience, les autorités évoquent l'idée de rendre les décharges « réversibles », pour permettre d'aller puiser dedans si un jour cela devient rentable...



Éco-conception et responsabilité du producteur

La première condition pour favoriser le recyclage est donc que celui-ci soit prévu dès la conception des produits. Laisser libres les industriels et reprocher ensuite à un-e consommateur/trice de ne pas se renseigner sur chaque produit qu'il/elle achète, c'est au mieux naïf, au pire hypocrite.

La réglementation elle-même a fini par acter le principe de la « responsabilité élargie du producteur » (REP), qui organise la participation des industriels à la gestion des déchets des produits qu'ils mettent sur le marché. Dans la plupart des cas, cette REP se concrétise par la mise en place « d'éco-organismes » chargés de coordonner la gestion des déchets de leur secteur. Ces éco-organismes sont des organismes privés à but non lucratif, agréés par l'État, et finan-

cés par les contributions des industriels concernés.

Ils confirment à quel point la production moderne repose sur une interdépendance toujours plus importante, qui tend vers le « capitalisme monopoliste d'Etat », mais ils confirment aussi que l'absence de planification produit des problèmes structurels.

Par exemple, la contribution versée à Eco-emballages (éco-organisme chargé des emballages) dépend du poids du matériau uti-

7. [http://www.journaldel'environnement.net/article/le-petrole-bon-marche-menace-le-recyclage-des-huiles-usagées, 66693](http://www.journaldel'environnement.net/article/le-petrole-bon-marche-menace-le-recyclage-des-huiles-usagées,66693)

8. Ministère de l'environnement, Plan de réduction et valorisation des déchets 2014-2020

lisé, ce qui a amené certains industriels à remplacer des matériaux lourds mais facilement recyclables (comme le verre ou les métaux) par des matières plus légères dont le recyclage est plus compliqué (comme certains plastiques), et souvent par un nombre plus élevé d'emballages.

Eco-emballages devient par ailleurs une fin en soi pour ceux qui en vivent, et un très bon outil publicitaire pour les industriels... ce qui le conduit à négliger des solutions plus radicales comme la vente en vrac ou la consigne.

Les timides avancées sur la conception « écologique » bruyamment mises en avant ne peuvent pas masquer que la norme, c'est la conception « pour l'économie ».

Par exemple des déchets comme les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sont peu recyclés, parce qu'ils sont composés de nombreux matériaux différents constamment modifiés.

En ce qui concerne les plastiques, la difficulté est principalement la grande diversité des types de plastiques qui sont présents dans les produits. Seuls les types de plastiques qui sont présents en grande quantité sont recyclés (PET et PeHD). Les industriels mettent sur le marché toutes sortes de plastiques en cherchant des propriétés (résistance, souplesse...) et en nous faisant courir des risques (perturbateurs endocriniens...), mais ne se soucient pas de la question du recyclage. Par obligation, des petits marquages ont été introduits, mais il faut démonter les pièces pour les retrouver, ce qui n'est quasiment fait par aucune usine. Le fabricant Plastic Omnium an-

nonce comme solution le marquage chimique (ajout de produits qui permettront la reconnaissance par rayon X ou UV...). Prendront-ils toutes les précautions pour s'assurer qu'un produit en plus n'ajoutera pas un risque en plus ?

Et le tri sélectif?

Parmi les sujets « écolo », le tri sélectif est un des aspects les plus visibles. Il donne l'impression à chaque individu d'avoir un choix déterminant à faire pour l'avenir de la planète. C'est donc un aspect fortement médiatisé, parce qu'en faisant des campagnes de sensibilisation sur ce thème (« réduisons vite nos déchets, ça déborde ! » etc.), l'État individualise le problème.

A première vue, deux tiers des déchets sont « produits par les ménages »⁹. On a vu qu'une part déterminante de la gestion des déchets a lieu en amont du choix des consommatrices.eurs (conception des produits par les industriels, réglementation sur le recyclage...). Mais il faut aussi souligner que le « choix individuel » de trier ou ne pas trier dépend fortement du cadre défini par les institutions.

En particulier, l'absence de standard nuit gravement à la lisibilité des consignes de tri. Etant donné qu'en France, l'organisation de la collecte des déchets est définie par les collectivités, le nombre et les couleurs des poubelles et les types de déchets qu'il faut y mettre sont variables selon les villes. Évidemment, cela désincite les ménages de faire l'effort de trier, et cela augmente les erreurs de tri. Une loi récente¹⁰ a enfin fixé l'objectif d'harmoniser les consignes

de tri et les couleurs de poubelles, même si cela se fera sur plusieurs années. Elle devrait aussi avancer peu à peu vers la mise à disposition de solutions pour le tri sélectif des « biodéchets » (déchets biodégradables de cuisine, de jardin...).

En plus de manque de standardisation, le manque d'information est également un problème. En France 51% des sondé-e-s disent qu'ils/elles trieraient davantage s'ils/elles étaient sûr-e-s que leurs emballages étaient bien recyclés.¹¹ On peut penser que des clips d'information sur les techniques de recyclage remplaceraient utilement des publicités à la télévision...

Par ailleurs, les industriels se soucient rarement donner des informations claires sur la façon de recycler leurs produits (ce qui rentrera aussi dans le champ de l'éco-conception). Si le logo « éco-emballage » est très répandu, il ne sert à rien, à part indiquer que l'entreprise a payé sa taxe pour le recyclage (même si son produit n'est pas recyclable).

Il est donc certain que la réappropriation collective de l'appareil de production est le levier central pour transformer les pratiques et les mentalités liées au recyclage. Cette conclusion justifie la politique communiste qui consiste à privilégier l'action collective par rapport aux discours moralisateurs. En revanche, elle ne dispense pas un individu, et en particulier un-e militant-e communiste, d'adopter dès à présent des pratiques comme le tri.

Julien Varlin,

le 30 novembre 2017

9. Si l'on met de côté les déchets de chantiers qui représentent des volumes énormes mais qui sont assez particuliers.

10. La « Loi pour la transition énergétique et pour la croissance verte »

11. Eco-emballages, *Les Français et le geste de tri*, juin 2014

DÉCHETS

Ordures capitalistes : les incinérateurs



Nous avons évoqué le problème des décharges, cette façon la plus basique - et scandaleuse - de se débarrasser des déchets. Parmi ceux qui ne finissent pas enfouis, une grande partie est brûlée dans des incinérateurs... Est-ce mieux pour l'environnement ?

Non. Une décharge reste en général un problème local, et dans le meilleur des cas la pollution du sol peut être évitée. À l'inverse, les déchets brûlés entraînent d'emblée des risques plus larges :

- une production de gaz à effet de serre : 5 millions de tonnes de CO₂ par an, soit l'équivalent de 2,3 millions de voiture¹
- des émissions toxiques de toutes sortes : oxydes de soufre, oxydes d'azote, acide chlorhydrique, métaux lourds...

Les rejets polluants

Les effets des principaux polluants sont connus et surveillés : irritations et problèmes respiratoires, des dégâts sur le système

nerveux ou les reins, des cancers... Mais les ordures ménagères qui sont brûlées sont d'une telle diversité (plastiques, métaux, piles, articles de toilette, substances chimiques, appareils électriques, etc...) que de nombreuses substances sont émises sans être surveillées, et sans qu'on connaisse leur effet. Seule une vingtaine de polluants sur plus de 2000 molécules recensées en sortie de cheminée sont ainsi réglementées. Des études épidémiologiques ont montré des surmortalités aux alentours des incinérateurs sans qu'on sache toujours les expliquer.²

Parmi les polluants émis les plus dangereux se trouvent les dioxines. Ces sympathiques substances se diffusent dans l'environnement et se retrouvent en particulier dans l'alimentation, et causent des cancers du foie, du tube digestif et du sang, des troubles hormonaux, dermatologiques, cardio-vasculaires, hépatiques... Un incinérateur avait été contraint de fermer en 2001 à Gilly-sur-Isère, au milieu d'un scandale de grande

ampleur (champs contaminés sur 20 km à la ronde, cas de cancer alarmants, pressions politiques et hauts fonctionnaires orduriers et sexistes³...).

Heureusement, les réglementations plus sévères et les filtrages plus performants des fumées ont permis de réduire les émissions des principaux polluants. Ainsi par exemple, la quantité de dioxine mesurée en moyenne dans le sang humain a nettement diminué depuis les années 1980.

Mais malgré la présence de réglementations, la logique du capitalisme fait toujours planer des risques sur notre santé, et particulièrement sur celle des riverain-e-s d'incinérateurs.

Pour réduire les coûts, les entreprises sont tentées de rogner sur l'investissement ou l'entretien des procédés de traitement des fumées avant rejet à l'air libre. Elles sont tentées également de limiter les mesures des émissions... vu qu'un constat de dépassement par l'administration les obligerait à se mettre en conformité. Il est par exemple

1. http://cniid.fr/IMG/pdf/20090930_DP_Cniid_Incineration_rechauffe_climat-5.pdf

2. <http://www.synec-doc.be/alt/bempt/diox03.html>

3. http://www.liberation.fr/societe/2005/04/11/dioxine-d-albertville-passe-droit-refuse_516008

4. Inspection des installations classées

arrivé que des entreprises truquent délibérément les mesures, ou présentent aux inspecteurs/trices⁴ des écrans de contrôle bidon. D'autres n'hésitent pas à faire de « grands nettoyages » (avec de grandes pollutions) sans mesurer les émissions, puisque ce sont des « phases d'arrêt »...

Même avec des personnes de bonne foi, la segmentation et l'externalisation des services, exacerbées depuis les décennies néolibérales, engendrent régulièrement des problèmes de mesure. Les appareils de mesure sont complexes et nécessitent d'être contrôlés et étalonnés régulièrement pour que la mesure reste fidèle. Or la multitude d'intervenants différents (l'exploitant, les constructeurs des

fours, les créateurs du logiciel d'acquisition des données, le bureau d'études techniques...) nuit souvent au suivi et à une bonne connaissance. Quand l'exploitant ne maîtrise pas lui-même réellement l'ensemble de la chaîne, on peut sans peine comprendre les limites de la vérification par les inspecteurs/trices...

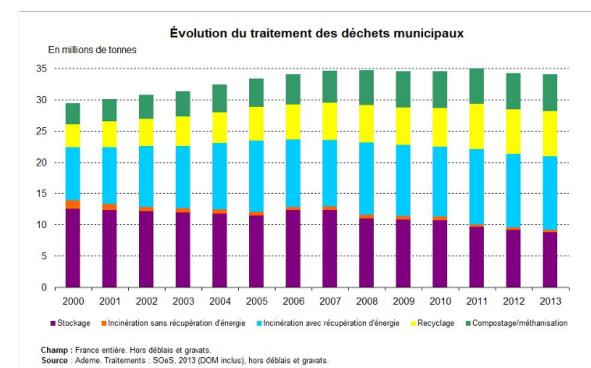
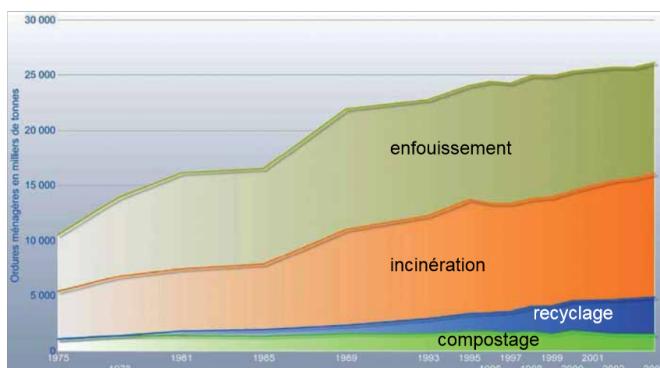
Et au bout du compte, même si elle réduit drastiquement le volume, l'incinération génère des résidus dangereux (mâchefers et résidus d'épuration des fumées) qui finissent... en décharge.

« Valorisation énergétique » et autres miracles

Cela fait des années que l'in-

cinération des déchets, comme la mise en décharge, n'a plus la côte. Les objectifs officiels (notamment depuis le Grenelle de l'environnement) sont de diminuer ces pratiques au profit du recyclage. Mais dans la réalité, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'on n'assiste pas à un changement fulgurant.

Le nombre d'incinérateurs, comme le nombre de décharges, diminue depuis les années 1990, mais essentiellement parce qu'il s'agit de plus en plus d'installations géantes (générant donc aussi plus de transports) et privatisées⁵ (contrôlées principalement par les groupes Veolia et Suez). C'est toujours un bon tiers des déchets qui sont incinérés⁶.



Avec ses 126 usines d'incinération, la France détient le record d'Europe.⁷ Grâce à cela, nous avons aussi, sans doute, le lobby des patrons d'incinérateurs le plus puissant, et celui-ci s'emploie activement à promouvoir le secteur et redorer son image.

Premièrement, ils ont historiquement obtenu des avantages financiers et fiscaux qui encouragent les collectivités à faire le choix de l'incinération.⁸

Deuxièmement, une fois qu'une usine est implantée, et en particulier les grandes usines, elle devient un véritable « aspirateur à déchets ». Les procédures d'arrêt et de mise en route sont lourdes et la rentabilisation de l'investissement impose un apport constant de déchets. Par conséquent, les politiques de réduction des déchets ne sont pas incitées, et au contraire en cas de baisse du « gisement » (sic) les exploitants incitent d'autres

collectivités plus éloignées à éliminer les déchets dans leur usine. C'est pour cette raison que la quantité maximale de déchets pouvant être incinérée a dû être fixée réglementairement pour chaque usine. Ce phénomène est si important que des pays comme les Pays-Bas ou la Suède importent même des déchets pour « nourrir » leurs incinérateurs...⁹

Troisièmement, les usines simples ont laissé place aux usines

5. La gestion déléguée ou privée représente 92% des usines et plus de 94% des tonnages.

6. Hors secteur du bâtiment et travaux public

7. http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/8223_enquete_itom-donnees2012_web.pdf

8. [http://blog.francetvinfo.fr/ma-viezero-dechet/2015/10/30/la-france-championne-de-lincineration.html](http://blog.francetvinfo.fr/ma-vie-zero-dechet/2015/10/30/la-france-championne-de-lincineration.html)

9. <http://ecologie.blog.lemonde.fr/2012/09/22/a-force-de-trop-recycler-la-suede-doit-importer-des-dechets/>

connectées à des réseaux de chaleur pour récupérer les calories produites. Les industriels et l'administration ont saisi l'occasion de mettre en avant ce seul aspect... Étant donné que la plupart des incinérateurs sont désormais associés à de la récupération de chaleur, on ne dit plus qu'un tiers des déchets sont incinérés, mais qu'ils sont orientés vers la « valorisation énergétique ». Cela fait bien, vu que dans le jargon de ce milieu la « valorisation » englobe aussi bien la « valorisation énergétique » que la « valorisation matière » (recyclage, réutilisation...), et cela permet de se distinguer de la catégorie « élimination » dans laquelle on

ne laisse plus que les décharges.¹⁰ Les syndicats patronaux¹¹ du secteur n'hésitent pas aujourd'hui à se revendiquer sans rire comme des « acteurs indispensables de la gestion durable des déchets », et autres grossières ficelles de greenwashing.¹²

Pourtant l'immense majorité des déchets qui sont « valorisés » par le feu auraient pu et auraient dû avoir un autre cycle de vie : soit ne pas être produits, soit être triés pour être réutilisés ou recyclés. Lorsque l'on brûle des plastiques, il faut à nouveau en produire à partir de pétrole qui doit être extrait, transporté, etc. Recycler les plastiques en de nouveaux

objets consomme beaucoup moins d'énergie et de matière. Quant à la réutilisation directe des objets, c'est évidemment la solution qui cause le moins d'impact environnemental. Mais cela suppose une logique de durabilité dès la conception et de coûts de réparation qui se heurte à la logique capitaliste.

C'est pourquoi les luttes contre les incinérateurs doivent être soutenues, au delà de leur aspect local, comme faisant partie d'une lutte contre « l'incinération¹³ et son monde ».

Julien Varlin,
le 9 juillet 2016

DÉCHETS

Ordures capitalistes : les sacs plastiques



Les sacs plastiques consommés massivement sont une vraie plaie pour les écosystèmes. Il ne manque pas d'informations alarmantes sur ce sujet : les poissons s'étouffent avec les sacs qui ne se dégradent pas, ou alors ingèrent le plastique des sacs qui se dégradent... Aujourd'hui 94% des estomacs des oiseaux

de mer du Nord contiennent des plastiques.¹

En moyenne un-e Européen-e utilise 200 sacs plastiques par an. On pourrait en déduire qu'il s'agit d'un choix individuel, et qu'il faut seulement demander aux « consomm'acteurs » et « consomm'actrices » de faire at-

tention. Mais avec cette démarche on attendrait longtemps. Ce qu'il faut c'est agir à la source.

Ce sont les industriels du plastique et les supermarchés qui ont décidé d'offrir des sacs plastiques et qui ont créé cette accoutumance. Et ce sont eux qui ont le principal levier pour diminuer/supprimer

10. <http://cniid.fr/Valorisation-energetique>, 334

11. SVDU et son site incineration.org

12. http://archives.lesechos.fr/archives/cercle/2011/04/21/cercle_34660.htm

13. Voir par exemple sur le site du CNIID, *Lutter contre l'incinération*

1. <http://www.notre-planete.info/actualites/3868-sacs-plastiques-lois-France-Europe>

la quantité utilisée : sous l'effet d'une « convention volontaire », le nombre de sacs plastiques de caisse distribués en France dans les grandes surfaces alimentaires est passé de 10,5 milliards à 700 millions entre 2002 à 2011.

Quel que soit le jugement moral que l'on porte sur le/la consommateur/trice qui « cède » à la facilité, si l'on ne veut plus de sacs plastiques, il faut supprimer cette facilité. D'ailleurs, l'interdiction est évoquée depuis une dizaine d'année, mais bien évidemment le lobbying des industriels est un très puissant frein. Le fait que la France est le 3e producteur européen de plastique ne facilite pas les choses...

Une loi « tendant à interdire l'utilisation des sacs ou poches plastiques non biodégradables d'ici au 1er janvier 2010 » a été débattue et enterrée en 2004. Une taxe sur les sacs non biodégradables a été prévue en 2010 et jamais appliquée...

En 2014, l'interdiction a enfin été actée... prévue pour janvier 2016, puis reportée (pour laisser le temps aux industriels d'écouler leurs stocks restant). Le décret est enfin paru le 31 mars 2016. A partir du 1er juillet 2016, tous les sacs distribués en caisse devront être réuti-

lisables.²

D'autres pays ont des réglementations plus dures, ce qui montre qu'il y a des possibilités d'agir sans attendre : le Danemark a instauré une taxe dès 1994, l'Irlande a instauré une « PlasTax » en 2002 qui a fait chuter de 90% l'usage des sacs plastiques non-biodégradables, l'Italie les a interdits en 2011. Beaucoup de pays pauvres, confrontés à de très gros problèmes écologiques, les ont interdits dans les années 2000 (Kenya, Bangladesh, Haïti, Mauritanie, Mali...).

Les sacs distribués en caisse ne font pas tout. Il restera tous les autres sacs (rayon légumes, etc.). La réglementation va imposer, à partir du 1er janvier 2017, de rendre ces sacs de plus en plus « biosourcés » (fabriqués à partir de féculle de pomme de terre, de maïs...). La teneur minimale obligatoire augmentera à un rythme d'escargot : 30% à partir du 1er janvier 2017, 40% en 2018, 50% en 2020, 60% en 2025. Il s'agit de tailler l'évolution de la loi sur mesure pour que les industriels investissent à leur rythme... et n'aient pas à réduire leurs profits. Car techniquement, certains savent déjà faire quasi-

ment sans pétrole (au moins 80%). Mais cela coûte 4 fois plus cher à produire.³

La substitution du plastique issu du pétrole par des plastiques biosourcés est certainement à développer pour certains usages (emballage du fromage...). Mais à grande échelle, ils risquent de poser des problèmes spécifiques, notamment en consommant beaucoup de ressources agricoles. Contrairement à son image « sympa », un sac jetable en papier (même recyclé) est une fausse bonne idée : par rapport au sac plastique, il engendre +14% de consommation d'énergie, + 240% de consommation d'eau, + 82% d'émission de gaz à effet de serre...

Il faut donc limiter autant que possible le jetable, par exemple en interdisant la distribution de sacs jetables au rayon fruits et légumes, et en proposant des sacs en tissus réutilisables. Si ces mesures sont systématiques, les habitudes de consommation changeront rapidement. Approprions-nous l'ensemble des moyens de production et de distribution.

Julien Varlin,
le 8 avril 2016

2. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Fin-de-la-distribution-des-sacs.html>

3. <http://www.lesechos.fr/pme-regions/021688117343-les-alternatives-aux-sacs-plastique-bientot-interdits-se-profilent-1202803.php>

DÉCHETS

Ordures capitalistes : les décharges



Après être trimballés à droite à gauche, où finissent les déchets ? Pendant longtemps, c'était surtout en décharge. Et pendant longtemps, la décharge, c'était n'importe où : un endroit à l'abri des regards, ou le bord des trottoirs. Une loi du 15 juillet 1975 a interdit les « dépôts sauvages », ce qui est la moindre des choses, mais qui n'élimine pas tous les problèmes, loin de là.

Les décharges illégales

Les grandes décharges illégales ont tout de même diminué, pas seulement du fait des lois, mais :

- parce qu'il y a plus de moyens de retrouver l'origine des déchets et donc le responsable (documents de traçabilité obligatoires, nombreux papiers ou emballages avec des écrits...),
- parce qu'il y a plus de moyens de tirer de l'argent à partir des déchets (filières de recyclage...),

– parce que les riverain-e-s (ou même des randonneur-se-s de passage) sont plus vigilant-e-s, ou des travailleur-se-s lanceurs d'alerte .

Globalement les décharges se retrouvent donc plutôt cantonnées à des sites précis et clôturés. Donc théoriquement connus et contrôlés, notamment par l'inspection des installations classées. Dans ces cas-là, lorsqu'un responsable est facile à trouver, la réglementation environnementale permet de passer à des sanctions bien réelles (condamnation à payer 1000 € par jour tant que les déchets ne sont pas correctement évacués par exemple¹).

Mais il y a un certain nombre de cas limites...

Les déchets ont plus (cuivre..) ou moins (PVC...) de valeur, ce qui pousse certains patrons du déchet à récupérer des lots entiers de déchets, pour les trier et entasser ce qui ne les intéresse pas. Leur site, officiellement centre de tri, peut vite devenir à moitié une décharge (reconnaissable lorsque sur un tas

de déchet on commence à voir... de la végétation!).

L'amiante est un des problèmes récurrents. Interdite (enfin) en 1997, elle continue de nous polluer la vie. Il en reste énormément et donc lors des démolitions de bâtiments qui en contiennent, cela produit des déchets d'amiante qui finissent la plupart du temps en décharge. En théorie du moins. Car vu qu'il faut prendre un grand nombre de précautions pour les travailleur-se-s et pour l'enfouissement, cela coûte cher, et des entreprises préfèrent souvent esquiver... et les larguant dans un champ². Parfois l'agriculteur est consentant et se fait payer, notamment des petits agriculteurs en difficulté qui sont tentés de tirer ces petits profits de leurs terrains³. Dans certains cas les déchets sont carrément enfouis sous terre.

On se retrouve assez régulièrement avec des administrations qui passent des marchés publics pour l'évacuation de certains de leurs déchets, et on découvre trop tard

1. La Voix du Nord, Décharge sauvage d'Habarcq : l'agriculteur comparaîtra le 28 mai au tribunal, novembre 2014.

2. <http://www.aisnenouvelle.fr/region/aisne-les-decharges-sauvages-polluent-le-quotidien-des-ia16b0n137736>

3. Le Parisien, De l'amiante de la fac de Nanterre enfoui dans l'Oise, Novembre 2012.

pourquoi une entreprise était la moins chère... Par exemple on a retrouvé des déchets d'amiante de la fac de Nanterre sous une ferme en Picardie...³

Les dépôts sauvages

On parle de décharge illégale dans le cas de ces gros apports de déchets, ou des apports réguliers sur un même site. Mais il y a aussi des déchets plus diffus, comme des déchets de travaux que des petits artisans abandonnent par-ci par-là. On parle plutôt de « dépôt sauvage ». Certaines raisons matérielles favorisent ce genre de pratiques :

- les déchèteries sont en général payantes, et les coûts d'élimination de certains déchets peuvent représenter beaucoup pour des artisans
- éliminer ces déchets en règle en permanence revient plus cher que payer une amende de temps en temps pour abandon illégal de déchets

Mais la part de ces dépôts qui vient des particuliers n'est pas négligeable. Paradoxalement elles/ils ont moins d'excuses, car les déchèteries gérées par les communes sont gratuites pour eux/elles, financées par les impôts précisément dans ce but. De manière générale on peut dire que la conscience écologique a progressé, mais de façon assez inégale. Alors que certain-e-s participent à des campagnes volontaires pour nettoyer les dépôts sauvages⁴, d'autres n'ont aucun scrupule à balancer dans la nature des déchets (encombrants...), ce qui est

une forme d'inconscience et de mépris (pour les employé-e-s municipaux...).

Les décharges autorisées : tout va bien ?

Et les décharges autorisées et encadrées, que faut-il en penser ?

Bien sûr, davantage de précautions sont prises. Les entreprises doivent notamment s'assurer que des pollutions ne s'infiltrent pas dans le sol (membrane imperméable sur une couche de terre peu perméable...) et la nappe d'eau souterraine est surveillée. On veille aussi à ce que la décharge ne soit pas en zone inondable, et les eaux de pluie qui ruissellent sur les déchets sont contrôlées et retraitées. Quand une décharge est « pleine » et que l'entreprise arrête de l'utiliser, elle doit continuer ces contrôles pendant 30 ans. Ces précautions ne sont pas du luxe.

Avec le temps les déchets organiques compactés fermentent et produisent du méthane, puissant gaz à effet de serre. Dans les décharges modernes, on récupère ce gaz, on le baptise « biogaz », et on l'injecte dans les réseaux de gaz. Évidemment en le captant il se substitue à du gaz que l'on n'ira pas extraire et c'est positif. Mais cela ne peut pas faire oublier qu'il y a d'innombrables décharges fermées « oubliées » qui fermentent depuis longtemps. Par ailleurs, les entreprises sont aussi autorisées à brûler ce gaz en torchère, avec l'argument hallucinant que le CO2 émis par la combustion est un gaz à effet de serre « moins pire » que le méthane...

Les décharges sont généralement des entreprises privées des

groupes Veolia et Suez, qui fonctionnent en délégation de service public, et qui empochent une rente difficile à estimer (différence entre les subventions et leurs coûts de gestion), et qu'elles sont forcément tentées d'augmenter... Une des conséquences est la tendance aux méga-décharges, c'est-à-dire des décharges plus grandes mais moins nombreuses, conduisant à des transports sur de plus longues distances.

Mais plus fondamentalement, quels que soient les progrès dans la gestion de ces décharges, elles restent une des plus mauvaises solutions. Le mot lui-même porte cette image d'irresponsabilité (« on se décharge »). Les dirigeants capitalistes en ont bien conscience... On ne dit plus « décharge » dans les entreprises et dans les ministères. Elles ont d'abord été renommées en « Centre d'enfouissement technique », puis en « Centre de stockage de déchets ultimes », et enfin en « Installation de stockage de déchets ». Cela reflète une certaine gêne...

Le discours officiel est à la réduction des quantités de déchets mis en décharge⁵. Effectivement, depuis quelques années ces quantités baissent lentement. Mais ce sont toujours environ le tiers des déchets qui finissent enterrés... Pourtant, on pourrait recycler la plupart de ces déchets. Dans certains cas, on attend simplement et cyniquement que les techniques soient au point et que cela devienne rentable.⁶

Julien Varlin,
le 21 mars 2016

4. <http://www.volunteeractioncounts.org/fr/campaigns/rio-20/featured-volunteer/how-to-rid-the-world-of-its-garbage-one-count.html>

5. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Segolene-Royal-lance-le-plan-de.html>

6. Et dans le pire des cas, on enterre profond et on ferme les yeux, comme pour le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure...

DÉCHETS

Ordure capitalistes : les transports



“Ordure capitalistes” sera une mini-série sur les déchets de notre système et la façon dont ils sont traités.

Ce premier article aborde les transports des déchets, qui sont à l'image de la production capitaliste : basés sur la logique du profit, et donc sans logique géographique et écologique.

Un détail ? Rappelons que le coût de transport d'une tonne de déchets peut ainsi représenter jusqu'à 50% de son coût d'élimination global, et que le transport routier assure près de 97% du volume de trafic.

Mieux que de longs discours, un exemple des déchets qui sortent d'une déchetterie quelconque d'Île-de-France, avec ses plus de 800 camions par mois qui expédient :

- les petits appareils domestiques dans le Val d'Oise
- l'acier vers Arcelormittal à Dunkerque (Nord)

- l'aluminium vers Compiègne (Oise)
- le carton vers Rouen (Seine-Maritime)
- le verre chez Saint-Gobain dans l'Aisne ou dans la Loire
- le plastique un peu partout (jusqu'en Allemagne) selon le type de plastique

Un bon point tout de même : une partie importante des déchets part par voie fluviale, évitant sans doute près de 140 camions par mois. Il s'agit des journaux, revues, magazines... constitués en grande partie par les innombrables journaux gratuits (payés par la pub) déversés sur l'Île-de-France. Donc en fait, ce n'est pas un bon point puisque cela devrait être supprimé à la source.

Tout ceci n'est valable qu'à un instant t. Si une entreprise concurrente ailleurs réussit à être plus compétitive (soit parce qu'elle

a développé une innovation dans son coin, soit parce qu'elle a viré/surexploité du personnel) elle va réorienter vers elle les camions. On comprend bien pourquoi dans ce contexte, la flexibilité des camions est préférée au rail ou au fluvial.

Signalons aussi quelques effets pervers des mesures de “ré-gulation” actuelles : comme des limites sont fixées régionalement en tonnes de déchets acceptés dans les incinérateurs¹, des camions sont parfois refusés à l'entrée et se retrouvent à rebrousser chemin ou aller encore plus loin vers un autre incinérateur ou décharge.

Oh, bien sûr, la “loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte” prévoit le renforcement du “principe de proximité”, pour que les déchets soient traités aussi près que possible de leur lieu de production. Mais les principes...

Julien Varlin,
le 16 novembre 2015

1. Voir article sur les incinérateurs de ce numéro.

Cette brochure est le supplément à Au CLAIR de la lutte n° 19 (n° ISSN : 2101-6135.).

Comité de rédaction : Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.

- Site actualisé chaque jour : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63

Brochures de la Tendance CLAIRE du NPA

★ Brochures thématiques ★

- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
- Textes sur la jeunesse
- Textes sur l'art et la culture
- Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
- Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)

★ Cahiers d'histoire des révolutions ★

- Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
- La révolution espagnole (1936-1939)
- Les révolutions russes
- Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
- Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
- Les révolutions chinoises

★ Pour l'orientation ★

- Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (analyse critique du programme du FdG)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste

Pour vous les procurer

- site internet : tendanceclaire.npa.free.fr
- email : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63

Sommaire

Énergies fossiles	(p. 1)
– « Routes nationales de France » : vers la privatisation du réseau routier ?	(p. 1)
– Gaz de schiste : Une bataille financière mondiale d'ampleur inédite (p. 2)	
– Marée noire du golfe du Mexique	(p. 5)
– Volkswagen et les gesticulations de Royal	(p. 8)
Nucléaire	(p. 9)
– Interview de Claude, militant historique contre CIGEO à Bure ... (p. 9)	
– Ce que l'expulsion de la ZAD de Bure veut dire	(p. 10)
– « Plus Bure sera leur chute » : un camp contre la poubelle nucléaire (p. 12)	
– La leçon de Fukushima : sortir du nucléaire et du capitalisme ... (p. 13)	
Notre-Dame-Des-Landes	(p. 18)
– Notre-Dames-des-Landes : faire reculer le gouvernement, le patronat et le productivisme	(p. 18)
Pseudo-écologie politicienne	(p. 22)
– COP ou pas COP : pourquoi notre écologie est anticapitaliste ... (p. 22)	
– Le 5 ^e rapport du GIEC illustre l'urgence climatique et l'impuissance capitaliste	(p. 24)
Analyses	(p. 26)
– Sortir du capitalisme : diviser par 2 les gaz à effets de serre	(p. 26)
– Critique du programme écologique de Mélenchon	(p. 28)
– Communisme contre productivisme	(p. 31)
– Un compte rendu des journées d'été des amis de la confédération paysanne	(p. 34)
– Le capitalisme implique structurellement gaspillage, pollution et désastre écologique	(p. 37)
Déchets	(p. 42)
– Ordures capitalistes : le recyclage	(p. 42)
– Ordures capitalistes : les incinérateurs	(p. 45)
– Ordures capitalistes : les sacs plastiques	(p. 48)
– Ordures capitalistes : les décharges	(p. 50)
– Ordures capitalistes : les transports	(p. 52)

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondation du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IV^e Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaboreations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63